

PECONEMS



The Chambers' Newsletter Numéro 86 November 2018

Publication «CCIA-BML»

Sombre novembre Mohamed Choucair

Le vrai problème réside au-delà du gouvernement. La bataille rangée pendant cinq mois pour le nombre et le choix des portefeuilles exigés par les partis, et au service de leur hégémonie, ne laisse rien présager de bon pour la suite. Que pourra réaliser un cabinet conçu de la sorte ? Chaque parti s'est arrogé un droit de veto sur la formation d'un gouvernement censé gérer les intérêts politiques, économiques, sociaux, culturels et environnementaux de la nation. Veto motivé ouvertement par la perception des partis de leurs droits individuels sur la vie publique. Droits fondés sur le nombre de députés élus.

En chute libre

À ce titre, il peut faire faillite. On n'a jamais vu dans le monde autant de pays perdre pied et pousser leur population à l'émigration sauvage, aux drames en mer et aux frontières. Pourquoi le Liban ferait-il exception ? À l'intérieur de la barque d'émigrés clandestins qui s'est renversée à son départ pour Chypre on a trouvé une famille libanaise.

Quand une entreprise affronte des difficultés, le plus grave qui puisse lui arriver est le recul de sa productivité et, par conséquent, de sa compétitivité et de sa raison d'opérer. La structure prévue pour mener à bonne fin l'activité productive devient relativement chère; la réduction des effectifs affecte le plus souvent la qualité. L'entreprise tombe dans un cercle vicieux qui, à moins d'une reprise économique, la mène à la faillite.

Le pays assiste au dépérissement de ses secteurs économiques qui enregistrent progressivement la perte de leurs branches. La statistique la plus éloquente concernant l'activité productive

























est l'évolution de l'exportation. Depuis 2014, l'exportation a perdu le quart de sa valeur (2,68 milliards de dollars en 2017 contre 3,31 milliards de dollars en 2014 en chiffres constants).

Le chômage dépasse 25% de la population active, laquelle, estimée à 47% (probablement bien moins aujourd'hui), est très inférieure à la norme mondiale, à savoir 65% de la population en âge de travailler. Rien d'étonnant que 30% de la population globale vive en-dessous du seuil de pauvreté, et que certains commencent à prendre les barques de l'exode.

Les actions prioritaires

Alors que s'amoncellent les nuages lourds de l'orage, nous voulons croire qu'il existe encore une solution à la profonde récession qui a envahi le pays. Euronews consacre dix longues minutes à chanter les charmes de l'investissement dans le tourisme au Liban ou l'accueil radieux des nouvelles technologies alors que nous négligeons royalement un programme de 11 milliards de dollars financé par la conférence CEDRE pour mettre à niveau l'infrastructure et paver la voie aux partenariats public-privé. Le Liban qui s'enorgueillit sans cesse de son secteur privé, a l'occasion de faire ses preuves.

La croissance financière ne suffit pas. Les quelques acquis restants de l'âge d'or du Liban que l'on regrette aujourd'hui ne suffisent pas s'il faut défalquer le coût environnemental des déchets et de la pollution. Le gouvernement en place doit en priorité restaurer la demande globale et la capacité

des entreprises à produire dans des conditions compétitives. Il faut savoir que beaucoup d'entreprises efficaces peuvent être victimes de la conjoncture. Les perdre représenterait une perte sèche pour le Liban.

Le premier objectif devrait être le plein emploi. Le moyen d'y accéder réside dans la relance de la production. L'indice de réussite se trouve dans l'amélioration de la balance commerciale. Dans la conjoncture présente, chaque mesure, chaque décision, chaque action, doit être considérée selon le critère de l'emploi. Une telle démarche est indispensable si l'on veut espérer franchir des pas en avant. Sinon, ces mêmes mesures ne mèneront nulle part et la descente en enfer continuera.

INDFX

En français

- **p4.** Actus du mois
- **p5.** Flux de capitaux étrangers : une décennie noire en perspective
- **p7.** La Monnaie
- p9. La formation du gouvernement indispensable mais pas suffisante, prévient Nadim Mounla
- **p11.** Raed Khoury : Reforme et programme de relance
- **p13.** Mort de la classe moyenne?
- **p15.** Mohamed Choucair, un soutien inaliénable au Conseil des femmes dirigeantes au Liban
- **p17.** Vinifest 2018, un 11e rendez-vous riche en dégustations et bonne humeur
- **p18.** L'optimisme malgré tout au rendez-vous du 3e Festival des restaurants de Beyrouth
- **p19.** Accroître la coopération touristique entre Beyrouth et Athènes

In English

- **p21.** Progress and Status of the 17 SustainableDevelopment Goals (SDGs) in Lebanon SDG4: Quality Education
- **p23.** "Investment Opportunities in Greater Tripoli" Conference and Exhibition
- **p26.** UAC delegation to organize a conference and a forum for Arab investments in Tripoli
- **p27.** US Ambassador Richard impressed by CCIAT achievements
- **p28.** Louis Lahoud: to support farmers in cooperation with the chambers of commerce in Lebanon
- **p29.** Continuing Education Program Launching at the Chamber of Saida & South Lebanon
- **p30.** Study tour in Italy for Bekaa table grapes producers
- p31. World Food Day 2018





ACTUS DU MOIS

Les relations commerciales Liban-Pakistan à l'honneur



Le président des organisations économiques Mohamed Choucair a reçu le 16 octobre au siège de la Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban, l'ambassadeur du Pakistan au Liban, Najeeb Durrani. Ensemble, les deux hommes ont examiné les moyens de développer les relations économiques bilatérales, en particulier les échanges commerciaux entre les deux pays. Mohamed Choucair a assuré son hôte de l'intérêt porté par le secteur privé libanais pour ouvrir de nouveaux marchés aux produits et services libanais à l'étranger. Il a souligné que « le Pakistan est un marché prometteur pour nous. Il faudrait donc accroître la communication entre les hommes d'affaires des deux pays

pour la coopération, les besoins du marché et la création de partenariats ». Le responsable a cependant déploré que les échanges entre les deux pays restent modestes, appelant l'acteur pakistanais à œuvrer avec le Liban pour les doubler. De son côté, l'ambassadeur pakistanais a souligné l'intérêt que son pays porte au renforcement de la coopération avec le Liban. Le diplomate a aussi indiqué que le secteur privé pakistanais souhaitait organiser une visite prochaine au Liban pour organiser des rencontres avec le secteur privé libanais et étudier la possibilité d'une coopération bilatérale accrue.

Prix de l'ARLEM : l'entrepreneuriat local des jeunes en Méditerranée



Le développement économique durable est l'une des trois priorités de l'Assemblée régionale et locale euro-méditerranéenne (ARLEM). Conformément à cette priorité, l'ARLEM a décidé d'attribuer un prix à un(e) jeune entrepreneur(e) des pays partenaires méditerranéens qui a bénéficié du soutien de sa collectivité locale ou régionale. Cette initiative est proposée par le

prochain projet de rapport de l'ARLEM sur l'entrepreneuriat des jeunes en Méditerranée. Le prix récompensera un(e) lauréat(e) de moins de 36 ans. Autres conditions pour participer : le jeune entrepreneur(e) doit avoir une entreprise qui existe depuis plus de trois ans et dont le siège est basé dans un pays des trois rives de la Méditerranée (Albanie, Algérie, Bosnie-Herzégovine, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Mauritanie, Monaco, Monténégro, Palestine, Tunisie, Turquie) qui souhaite partager son expérience. L'entreprise du candidat ou de la candidate sera notamment évaluée en fonction de son impact sur la communauté, en termes de progrès social et de développement, du soutien de la part de la collectivité locale ou régionale dont elle dispose, de son incidence sur la création d'emplois, du pourcentage de femmes dans ses effectifs, de son degré d'innovation et du respect des droits sociaux des travailleurs. Le nom du lauréat sera annoncé lors de la cérémonie de remise des prix à l'occasion de la 10e session plénière de l'ARLEM à Séville les 26 et 27 février 2019. Phase d'inscriptions : entre le 1 et le 30 novembre 2018.

L'ambassadeur du Mexique reçu par Mohamed Choucair



Mohamed Choucair a reçu le 15 octobre à la chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban l'ambassadeur du Mexique au Liban, José Ignacio. Les discussions ont porté sur les meilleurs moyens de développer les relations économiques et de renforcer la coopération entre les secteurs privés des deux pays. Le responsable s'est félicité de l'intérêt manifesté par le secteur privé libanais pour le développement des relations économiques avec le Mexique, un pays qui accueille une grande communauté libanaise et qui peut jouer un rôle particulier dans l'intensification de la coopération entre les hommes d'affaires des deux pays. « Les occasions d'échanges sont prometteuses », a notamment assuré Mohamed Choucair en appelant le

Mexique à faciliter l'entrée sur son marché des produits libanais possédant les plus hautes caractéristiques ». Même son de cloche de l'ambassadeur du Mexique qui a notamment souligné « le désir de son pays de faire avancer les relations bilatérales entre les deux pays, sachant que le Liban jouit d'une économie vitale et d'un emplacement spécial au cœur de la région ». José Ignacio s'est d'ailleurs déclaré prêt à faire tout ce qui était en son pouvoir pour atteindre les objectifs fixés.

À Rome, l'Union des chambres libanaises conclut un accord de coopération avec la chambre arabo-italienne



En marge du programme du deuxième Forum de la coopération économique entre les pays arabes et l'Italie à Rome le 17 octobre, le président du Conseil libano-italien des affaires et membre du conseil d'administration de la chambre arabo-italienne, Raphaël Debbané, a signé un mémorandum de coopération avec le président de la chambre de commerce mixte en présence notamment de l'adjoint du ministre italien des Affaires étrangères, Mario Di Stefano, de l'ambassadrice du Liban à Rome, Mira Daher et du directeur général de la Chambre de

commerce de Beyrouth et du Mont-Liban, Rabih Sabra. Le document de coopération prévoit notamment le renforcement des relations commerciales, économiques et d'investissement entre les sociétés des États arabes et l'Italie, ainsi que l'échange de délégations, d'expositions, d'investissements entre les deux parties dans les secteurs de l'industrie, du bâtiment, des services et des banques.





ACTUS DU MOIS

Saad Hariri organise une table ronde de PDG sur les objectifs du développement durable



Le Premier ministre Saad Hariri a accueilli à la Maison du Centre la table ronde des PDG sur les objectifs de développement durable (ODD) organisée par la présidente du Global Compact Network Lebanon (GCNL), la députée Dima Jamali, au cours de laquelle les PDG des principales entreprises libanaises ont exposé les réalisations de leurs entreprises en ce qui concerne les ODD spécifiques. Au cours de cette rencontre, Rabih Sabra, le directeur général de la Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban et représentant du secteur privé au sein du comité national sur les objectifs de développement durable, a présenté les réalisations des chambres libanaises en matière de développement durable et les actions nécessaires de la part du gouvernement libanais.

Mauricio Alice hôte de Mohamed Choucair



L'ambassadeur d'Argentine au Liban, Mauricio Alice, a été reçu par Mohamed Choucair le 4 octobre. Comment développer les relations économiques et renforcer la coopération entre le secteur privé dans les deux pays était l'objectif principal de cette rencontre. Les étroites relations qui lient les deux pays amis, en particulier avec la présence d'une grande communauté libanaise en Argentine, ont été mises en avant par le dirigeant des organisations économiques libanaises. Il a aussi souligné l'intérêt du secteur privé libanais à renforcer ses relations avec les États d'Amérique latine, surtout avec le large déploiement libanais sur ce continent qui pourrait aider

à progresser sur cette voie. Le responsable a aussi reconnu que « les relations économiques entre les deux pays restent modestes en particulier au niveau des échanges commerciaux, bien qu'il y ait beaucoup d'opportunités et de secteurs prometteurs à développer ». Il a aussi appelé les sociétés argentines à adopter le Liban comme hub d'extension vers les États de la région, du Golfe et d'Afrique et à faciliter l'introduction des produits libanais conformes aux marchés argentins. Pour sa part, l'ambassadeur argentin a salué les idées et propositions de Mohamed Choucair pour le développement des relations avec son pays. Mauricio Alice a attiré l'attention des entreprises argentines « sur l'investissement au Liban qui a une économie libre et un secteur privé dynamique et vital, et est une porte d'entrée stratégique vers les marchés de la région ». Le diplomate s'est aussi déclaré prêt à faire tout ce qui était en son pouvoir en coordination avec les autorités compétentes de son pays pour progresser sur cette voie dans les deux sens.

Au programme du Beirut Art Film Festival 2018...



Le BAFF est de retour avec sa 4e édition et présentera plus de 60 films sur l'architecture, l'archéologie, le cinéma, la danse, le design, l'histoire de l'art, les musées, la musique, l'opéra ou encore les arts visuels. Cette année, le thème du Festival est « Demain » incluant la campagne « Pas d'EAU, pas de VIE ». Le coup de chapeau 2018 est un hommage à Georges Nasser, un des fondateurs du cinéma libanais. BAFF présente une nouvelle production avec le film « Niemeyer 4 Ever ».

Le BAFF en deux temps :

- Du 20 au 25 novembre, le BAFF Intramuros investit les deux salles de cinéma du Metropolis Empire Sofil avec soixante documentaires récents.
- Du 1 au 30 novembre, le BAFF Extramuros (avec BAFF @ School, BAFF 4 Youth, BAFF Loves Lebanon) va à la rencontre des publics éloignés de la capitale, organisant des projections dans les établissements scolaires (privés et publics), les universités et les centres culturels.



PUBLICITÉ Information Tarifs

Surface Pub	Dimension	Prix
Page pleine	21cm L x 30cm H	\$ 1,000
Demi-page	21cm L x 14.5cm H	\$ 600
Quart de page	9cm L x 14.5cm H	\$ 400
Manchette bas de page	19cm L x 6cm H	\$ 250

Diffusion: 22 000 destinataires: chambres de commerce des pays méditer- ranéens, ambassades du Liban, ministères, parlementaires, ambassades étrangères, sociétés commerciales, industrielles, de services, syndicats, organisations et commissions économiques, banques.

Website: www.ccib.org.lb Email: econews@ccib.org.lb

Call: 1314.ext.14 | +961.1.353390.ext.14 | +961.1.353190.ext.259 / 272





Flux de capitaux étrangers : une décennie noire en perspective Sasha Boutros

D'un pic d'environ 16 milliards de dollars en 2009, les entrées de capitaux ont désormais chuté à 8 milliards, à l'ombre d'une longue série de turbulences politiques, sécuritaires et économiques.

Dans le contexte de morosité économique et de crises politiques à répétition qu'est celui du Liban depuis près de huit ans maintenant, les investissements et autres transferts en provenance de l'étranger, autrefois pilier majeur de l'économie locale, ont subi un coup de massue.

Selon les chiffres, les entrées de capitaux (« capital inflows » en anglais) ont atteint 8,3 milliards de dollars en 2017, en baisse de 30% comparé à 2016, lorsque ces flux avaient de nouveau progressé à 11,6 milliards de dollars.

Les entrées de capitaux avaient atteint un pic en 2009, à 15,6 milliards de dollars, soit quasiment le double du niveau actuel.

En termes de PIB, ces transferts qui se déclinent principalement en investissements directs étrangers (IDE) et investissements en portefeuilles ainsi qu'en recettes touristiques et transferts d'émigrés - ont évolué autour de 15% au cours des huit dernières années, avec un plus bas légèrement au-dessus de 5% en 2015, contre près de 45% en 2009, et plus de 30% en 2008.

En 2018, la situation devrait légèrement s'améliorer, selon l'Institut international de la Finance (IIF), qui prévoit une hausse de 2,4% des entrées de capitaux d'ici la fin de l'année à 8,5 milliards de dollars. Ce montant reste néanmoins largement inférieur au sommet atteint il y a près de dix ans.



Les investissements en baisse d'un milliard par an

Cette forte baisse en près d'une décennie est liée à deux principaux facteurs : l'érosion de la confiance des investisseurs et des touristes à l'ombre du conflit voisin et de l'instabilité conséquente sur le plan local à partir de 2011, ainsi qu'une contraction des transferts des expatriés libanais, affectés par les crises politiques et économique ayant aussi bien secoué les pays arabes que l'Europe et les États-Unis.

Au niveau des investissements étrangers, il convient d'abord de revenir sur la définition scientifique de ce terme pour mieux évaluer l'évolution observée sur la période 2008-2018. Les investissements effectués par des entités ou des individus basés à l'étranger peuvent, en effet, s'effectuer sous deux formes principales : investissements directs, communément appelés IDE, ou investissements de portefeuille. Les IDE désignent les mouvements internationaux de capitaux réalisés pour créer, développer ou maintenir une filiale à l'étranger ou pour exercer le contrôle ou une influence significative sur la gestion d'une entreprise étrangère.

Il s'agit d'un élément moteur de la multinationalisation et recouvrent aussi bien les créations de filiales à l'étranger que les prises de participation au capital d'entreprises étrangères et les fusions-acquisitions transfrontières.









Quant aux investissements en portefeuille, ils portent essentiellement sur les dépôts bancaires et les placements financiers effectués par des investisseurs étrangers ou expatriés sous forme de titres publics ou privés (Eurobons, etc.).

Au Liban, ces deux formes d'investissement se sont tassées au cours de la dernière décennie. En détails, les IDE ont atteint 2,6 milliards de dollars en 2017, contre 4,4 milliards de dollars en 2009, alors qu'en 2015 leur montant a frôlé les deux milliards, un plus bas depuis 2003.

Preuve d'une contraction assez conséquente, les IDE se sont élevés en moyenne à 3,5 milliards par an sur la période 2005-2012, contre 2,6 milliards entre 2013 et 2017, soit un différentiel d'environ un milliard par an (-26%).

Quant aux investissements en portefeuille, le schéma est assez similaire: les dépôts bancaires croissent depuis plusieurs années à des taux bien plus faibles que la période précédant le début du conflit voisin.

Fin juillet, les dépôts bancaires ont augmenté de 2,5% par rapport à fin 2017 et de 2,6% sur un an, une croissance faible et marquée, en outre, par une contraction des dépôts en livres (-2,3% sur un an). Les dépôts des banques Alpha ont quant à eux quasiment stagné.

Tenant compte des taux d'intérêts actuels - plus de 4% pour les dépôts en dollars et 7% pour ceux en livres -, ce rythme de croissance reflète non seulement le caractère endogène de l'évolution mais indique aussi l'absence de nouveaux dépôts en provenance de l'étranger, voire des retraits.

Comparé à la période faste

post-accord de Doha, ces taux paraissent d'autant plus dérisoires : en 2009, les dépôts avaient bondi de 23% en un an, après une croissance à deux chiffres l'année précédente (+15,7%).

Recettes touristiques et transferts d'émigrés en recul

Troisième pilier des entrées de capitaux, les recettes touristiques ont reculé d'environ un milliard de dollars durant les premières années du conflit syrien, à l'ombre d'une chute vertigineuse du nombre de visiteurs durant les premières années de la guerre. Celui-ci est passé d'un pic historique en 2009, à 2,2 millions, à moins d'un million de touristes quatre ans plus tard, avant de grimper progressivement à partir de 2015.

Parallèlement, les recettes touristiques ont culminé à 8 milliards de dollars en 2010 avant de chuter à 6,5 milliards en 2014 puis d'augmenter à 7,6 milliards l'an dernier, à la faveur de l'amélioration relative du contexte politique et sécuritaire dans le pays.

Quant aux transferts d'émigrés, qui ont résisté à la baisse au cours des premières années du conflit syrien, ils ont reculé de 7% en 2017, à 7,1 milliards contre 7,6 milliards en 2016.

Les expatriés, notamment ceux du Golfe, ont été affectés par la baisse des cours mondiaux de pétrole dont l'effet s'est fait sentir deux ans plus tard, tandis que le facteur confiance a également pesé dans la balance.

Balance des paiements déficitaire

La baisse des capitaux en provenance de l'étranger a eu un impact majeur sur la balance des paiements au cours des dix dernières années, qui constituait jusque-là un rempart majeur contre les déficits chroniques des balances externes d'un pays en mal de production et de productivité et d'un déséquilibre du taux de change monétaire.

Largement excédentaire durant la période 2007-2010, celle-ci a plongé dans le rouge durant les années suivantes, à l'exception de 2016, marquée par un renflouement artificiel de la balance par l'ingénierie financière de la Banque centrale.

Ainsi, d'un pic de 7,9 milliards de dollars de surplus en 2009, la BOP a accusé un déficit de 3,4 milliards en 2015.

Au cours des huit premiers mois de l'année en cours, les flux financiers ont atteint 10,6 milliards de dollars, un montant inchangé par rapport à la même période de l'an dernier, alors que le déficit commercial s'est creusé pour atteindre 11,7 milliards fin août, contre 11,2 milliards durant les huit premiers mois de 2017.

Résultat : la balance des paiements a accusé un déficit de 1,2 milliards de dollars à fin août, augurant d'une poursuite de la tendance baissière.

Balance des paiements (milliards de dollars)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018*
Ī	3,5	7,9	3,3	-2	-1,5	-1,1	-1,4	-3,4	1,2	-0,2	-1,2*

^{*} Jusqu'à fin août





La Monnaie

Roger Khayat

Comprendre l'économie¹! L'entrepreneur est le premier concerné. L'homme d'État l'est encore plus car les politiques publiques régulent le progrès de la vie nationale. Malheureusement, pour la majorité des responsables, l'économie est une réalité qui échappe au politique. Chômage et crises sont une fatalité dont il faut s'accommoder. Il suffit de contrôler l'inflation. ECONEWS, en tant qu'« outil » de l'entrepreneur, se devait d'examiner certaines situations sans s'arrêter aux lieux communs, aux paradigmes contestables, bref, d'aller au fond des choses.

Le sujet du jour est à la fois le plus connu et le plus ignoré des phénomènes économiques. Depuis que l'homme a compris l'intérêt d'échanger le surplus de sa production contre des biens et services qui lui sont utiles, un grand nombre de produits présentant certaines qualités (fongibles, durables, divisibles, peu encombrants) ont servi de contrepartie aux échanges ainsi que de réserve de valeur. On a vu le sel, le riz, le sucre et beaucoup d'autres biens remplir ce rôle jusqu'à ce que l'argent et l'or ne s'imposent, puis l'or seul, qui est de nos jours la réserve par excellence, quoique démonétisée.

La monnaie papier que nous connaissons fut d'abord la représentation d'un poids d'or en lequel elle devait être en principe convertible. Après la Seconde guerre mondiale, le dollar, devenu monnaie internationale, prit la parité de 35 dollars l'once (31,104 grs. ou 1lb/12) et garda cette valeur jusqu'en 1971. L'année suivante, une nouvelle parité fut établie à 42 dollars l'once, et en 1976 le cours obligatoire de l'or fut abandonné. La monnaie est devenue uniquement une créance sur la Banque centrale du pays qui l'a émise, « fondée » comme l'ont déclaré à l'époque les États-Unis, sur la puissance de l'économie nationale.

La monnaie fiduciaire s'est vite dématérialisée, elle est devenue « scripturale ». Toujours basée sur la confiance, elle a perdu le support papier, et a pris la représentation d'un compte auprès du système bancaire prolongé par les agents en affaire pour constater les engagements réciproques.

Depuis quelques années, nous assistons à l'avènement d'une monnaie virtuelle, qui a rompu son



attache à la Banque centrale et qui existe en vertu des engagements contractés par les agents euxmêmes. Ces engagements sont consignés dans un système complexe et vérifiable en permanence de serveurs qui exécutent un algorithme dont le premier fut attribué à Satochi Nakamoto qui mit en ligne le « bitcoin » en 2009. Plusieurs monnaies virtuelles sont nées depuis, mais aucune source officielle ne les a adoptées encore, quoique la monnaie virtuelle connaisse déjà un usage remarquable.

L'un des grands moments de la compréhension du phénomène monétaire fut la thèse² de Bernard Schmitt qui a consacré sa vie et une pléthore d'ouvrages qui font autorité à « l'économie monétaire ». Il est curieux de constater comment cette thèse peut aussi expliquer l'apparition de la monnaie virtuelle qu'il était loin de soupçonner à l'époque. J'ai choisi d'essayer de donner une perception scientifique du phénomène monétaire dans le résumé de son ouvrage, avec lequel j'ose espérer lui rendre hommage.

1 Cf. EcoNews 82 p.7 « La propension a consommer dans l'économie libanaise », + EcoNews 83 p.7 « L'équilibre économique et la formation du capital technique » + EcoNews 84 p.7 « Anticipation, investissement et croissance » + EcoNews 85 p.7 «Emploi et revenu».

2 La formation du pouvoir d'achat (Sirey, Paris, 1960)





44

Intermédiaire des échanges

La Monnaie sous ses diverses formes présente un double aspect. Elle constate la valeur des biens et services, prix absolus, ainsi que le rapport des biens et services entre eux, prix relatifs. À cet effet, elle exprime le « troc » original. « La monnaie est un voile qui nous cache la réalité des choses, les produits s'échangent contre des produits », dit J.B. Say. Pour Walras, toute demande de produit correspond à l'offre d'un autre produit et l'offre et la demande globales des biens et services correspond à la demande et l'offre globales de monnaie. Tout achat est une vente.

Même si pour les néo-classiques la monnaie est un « voile », elle a non seulement un pouvoir d'achat sur les biens réels, mais elle peut modifier l'activité économique. « La modification du niveau général des prix peut influer sur l'offre et la demande de marchandises », affirme Pigou.

Formation du pouvoir d'achat

Selon Ricardo, l'unité de valeur est le travail chronométrique. Le pouvoir d'achat de la monnaie trouve son fondement dans le travail. La masse monétaire est une fonction des besoins de liquidités de l'économie et de la vitesse de circulation de la monnaie M=L/V. Le niveau général des prix est défini par l'équation MV=PQ. Quand la masse monétaire augmente, elle se répercute sur le niveau général des prix. « Si l'afflux des espèces continue après que la masse monétaire soit arrivée à une valeur globale suffisante la monnaie n'est plus augmentée qu'en sa quantité, l'unité monétaire se déprécie, le cours de l'or monnaie devient inférieur à celui de l'or marchandise, le remède est dans la convertibilité ».

Au niveau de l'unité monétaire, le pouvoir d'achat est initialement fonction de la valeur travaux « prix naturels », tandis que les « prix projetés » sont fonction de l'offre et la demande des biens réels et les « prix effectifs » doivent obéir à la réalité de cette offre et cette demande.

Création monétaire

À côté des dépôts stricts fruits de l'épargne, on considère d'habitude les dépôts réflexes dont le développement n'a de limites que dans la réserve obligatoire auprès de l'institut d'émission suivant la formule *loans make deposits*.

Cependant, dans le cas de la banque, la reconnaissance de dette vaut monnaie. Aucune monnaie actuelle n'est autre chose qu'une dette spontanément émise par le système bancaire. Le flux monétaire, paiement des facteurs de production avec le crédit bancaire, est équivalent au reflux, disposition des ménages, recueillis par les entreprises et utilisés en règlement des dettes bancaires.

La monnaie flux est une non-possession, une disponibilité pure. Le paiement des facteurs de production réalise l'intégration de la monnaie, il est générateur de pouvoir d'achat.

Intégration du pouvoir d'achat

Qu'elle retourne aux banques ou aux entreprises, la monnaie est essentiellement circulatoire, sans cesse intégrée et désintégrée. Les salaires sont payés en monnaie circulatoire, tous les autres revenus se forment à partir d'une monnaie constituée, en possession. Les salaires sont des revenus de production, tous les revenus de transfert naissent dans un même bloc : les profits bruts. Les salaires nominaux représentent l'ensemble du revenu national, tous les autres revenus sont dérivés.

La monnaie, étalon de valeur

Dans cette optique, la baisse des prix n'est pas nécessairement l'effet de facteurs inflationnistes, elle peut provenir d'une amélioration de la productivité. De même, la hausse des prix peut provenir d'une majoration de la part des profits dans le revenu national.

Dans les équations keynésiennes du revenu national, si l'investissement est plus grand que l'épargne, il naît une tension inflationniste due à l'excès d'investissement sur l'épargne. En revanche, si l'investissement est plus petit que l'épargne il naît une tension déflationniste due au défaut d'investissement. D'après Emile James, tous les investissements, même productifs, s'ils dépassent les possibilités de l'épargne globale, sont des facteurs d'inflation au moment où ils se produisent.

Les déséquilibres monétaires s'expliquent par l'inégalité de l'intégration/désintégration de la monnaie, ou par sa dilution (*dutch disease*), ou par l'interaction de la monnaie circulatoire et de la monnaie intégrée.





CEDRE: La formation du gouvernement indispensable mais pas suffisante, prévient Nadim Mounla Marityne Jallad

S'il n'exclut pas de futurs « débats houleux », le conseiller économique de Saad Hariri s'attend à un accord politique sur la majorité des réformes réclamées par les bailleurs internationaux pour débloquer les fonds promis à Paris.

Vous êtes le principal artisan de CEDRE, un processus suspendu depuis six mois à la formation d'un gouvernement. Quelles réformes sont attendues par la communauté internationale pour débloquer les fonds promis à Paris au printemps dernier ?

Beaucoup de travail a déjà été fait, notamment lors de la dernière session parlementaire qui précédait CEDRE. Le Parlement a en effet voté une série de lois très importantes. Mais de toute évidence, le retard dans la formation du gouvernement a repoussé certaines des réformes restantes. Les réformes indiquées dans le document de CEDRE sont divisées en trois catégories. Elles visent en premier lieu à réduire le déficit fiscal. La préparation du budget 2019 est en cours, des comités ont été formés pour examiner comment réduire le déficit. La conclusion de cette réflexion est que la réforme de l'électricité est une composante très importante de la réforme fiscale. Ensuite, il y a les réformes sectorielles destinées à améliorer l'efficacité des services de l'État aux citoyens. Des travaux ont déjà été réalisés dans le secteur de l'électricité. Nous avons fait appel à la Banque mondiale pour nous aider dans la réforme de ce secteur. Nous espérons recevoir très bientôt des recommandations à ce sujet. Enfin, les réformes structurelles concernent principalement la lutte

contre la corruption et l'amélioration du climat des affaires. Certaines lois ont été adoptées mais je pense qu'il y a encore beaucoup à faire. Le cabinet Mc. Kinsey a également suggéré des initiatives pour nous aider dans ce domaine. Même si nous ne sommes pas restés inactifs durant les six derniers mois, le retard dans la formation du gouvernement a eu pour conséquence un ajournement d'une partie du travail relatif au programme de réformes.

La formation du gouvernement est-elle suffisante pour impulser les réformes ? Des désaccords politiques à venir entre les différentes parties sur leur mise en place ne risquent-ils pas finalement de faire échouer le processus ?

La formation du gouvernement est indispensable mais pas suffisante. De toute évidence, il faudra prendre d'autres mesures pour parvenir à un consensus politique sur certaines des réformes. Je pense cependant que l'environnement politique actuel est très propice aux réformes, tout le monde en parle favorablement. Attendons donc de voir quelle sera la réaction à cela. Je pense aussi que nous sommes sur la bonne voie avec un climat politique général positif. Bien sûr qu'il y aura des débats houleux mais je pense qu'il y aura finalement un accord sur la majorité des réformes.



Que prévoit CEDRE pour la relance des entreprises libanaises ?

CEDRE se base sur deux grands piliers pour réactiver l'économie. Le premier est le programme d'investissement, estimé entre 1,5 et 2 milliards de dollars par an, qui prévoit une réhabilitation majeure de l'infrastructure. Nous pensons que cette feuille de route permettra d'activer certains de nombreux secteurs de l'économie et de créer, à elle seule, une croissance de 2 à 4% dans les prochaines années. Il y a aussi les 150 initiatives suggérées par McKinsey, principalement dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie et du tourisme. Nous estimons que la combinaison du programme d'investissement en capital et les initiatives McKinsey devraient réactiver l'économie. À ces deux piliers principaux s'ajoutent l'ajustement budgétaire et les réformes qui créeront une atmosphère positive au sein du gouvernement.





44

La réforme financière prévoit une hausse des taxes, notamment de la TVA. Ne craignez-vous pas que cette mesure ne fasse qu'accentuer la crise économique actuelle?

Il est faux de penser que l'ajustement fiscal passe nécessairement par une augmentation des impôts. Les mesures financières visent principalement à réduire la taille du secteur public et des dépenses. La réforme du secteur de l'électricité en sera la principale composante. Nous pensons que la suppression des subventions, la fourniture de courant 24h/24 et la réduction des coûts d'achat d'électricité permettront une réduction de près de 4% du PIB du déficit, soit 80% de l'objectif visé par CEDRE. Le gouvernement actuel comme le prochain se concentreront très probablement sur les réformes du secteur public en vue de réduire les dépenses au lieu d'augmenter les impôts. L'obstacle principal est le suivant : nous ne pouvons pas augmenter le tarif et réduire les subventions avant d'avoir garanti de l'électricité 24h/24 aux citoyens. Par conséquent, nous n'augmenterons les coûts qu'après avoir assuré une fourniture ininterrompue de courant à la population.

4 milliards de dollars sont prévus par CEDRE pour financer les partenariats public-privé. Quels sont les projets prioritaires ?

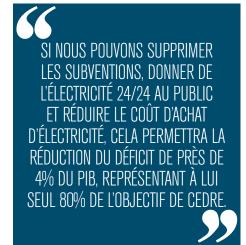
IL EST FAUX DE PENSER
QUE L'AJUSTEMENT FISCAL PASSE
NÉCESSAIREMENT PAR UNE
AUGMENTATION DES IMPÔTS. LES
MESURES FINANCIÈRES VISENT
PRINCIPALEMENT À RÉDUIRE LA
TAILLE DU SECTEUR PUBLIC ET
DES DÉPENSES.

Au sein du CIP (Capital Investment Program), avec un montant de 16 milliards de dollars, nous nous attendons à ce qu'au moins 4 milliards de dollars aillent au financement des PPP, voire même 5 à 7 milliards. Après CEDRE, nous avons reçu de nombreuses demandes de projets de la part du secteur public, que ce soit dans le cadre du HCPP ou en dehors de celui-ci, ce qui nous encourage beaucoup. En plus de cela, le HCPP a lancé trois projets : la route reliant Dbayé à Okaibé, l'extension de l'aéroport et la mise en place d'un centre de données pour le Liban. Le montant de ces projets s'élève déjà à environ 3 milliards de dollars. Nous pensons donc que le partenariat public-privé est vivant et qu'il aura des retombées très positives et bien supérieures aux attentes.

Les nombreux dysfonctionnements au niveau de l'État – lenteur, manque de transparence, etc. – ne risquent-t-ils pas de compromettre un retour dans la durée des investissements privés ?

Le PPP est une expérience inédite. c'est donc un nouveau défi à relever. Personne ne nie que le Liban doive veiller à ce que les premières transactions soient conclues de manière très organisée et efficace afin d'encourager le secteur privé à s'impliquer davantage dans la réhabilitation des infrastructures et la fourniture de services. Je pense aussi que le HCPP en est très conscient et c'est pourquoi il est très prudent dans sa gestion du processus. Espérons que tout ira pour le mieux, mais oui, c'est une expérience nouvelle pour le Liban et nous relèverons ce défi.

La mise en place des chantiers et mesures prévus par CEDRE va entraîner une hausse de la dette



publique. Que prévoit la réforme financière pour empêcher un glissement au-delà de 150% ?

D'abord, un tiers des projets relevant de CEDRE seront financés par le secteur privé, le reste sera soumis à des conditions concessionnelles dont le taux d'intérêt oscille entre 1 et 1,5%. Ce financement est accordé par l'Europe, principalement la France, et les pays arabes, ainsi qu'un tiers environ par la Banque mondiale. Le « mécanisme de financement concessionnel » implique une période de grâce de cing ans qui permettra la mise en route de projets et la croissance de l'économie. Nous nous attendons d'ailleurs à ce que la croissance soit beaucoup plus forte que le taux d'intérêt et donc à voir baisser le ratio de la dette par rapport au PIB, au fil du temps, au lieu de le voir augmenter. Le FMI et le gouvernement libanais ont procédé à une simulation pour les six prochaines années et ont conclu que si le Liban procédait à des réformes fiscales et dépensait environ un milliard et demi de dollars en financements concessionnels sur des projets d'infrastructure, en faisant de plus appel aux partenariats public-privé, la croissance serait bien supérieure à l'augmentation de la dette.





Raed Khoury : Le rapport McKinsey & Co apporte des données tangibles sur notre économie réelle et un plan de route concret

Marilyne Jallad

« Quand on parle économie, il n'y a ni religion ni parti politique qui entre en jeu », dixit le ministre sortant de l'Économie. Issu du secteur privé, cet homme motivé par des objectifs a injecté cette façon de penser et de travailler au sein de son ministère, notamment en incitant le gouvernement à faire appel à McKinsey & Co pour faire une réelle étude économique avec une vision claire des avantages compétitifs pour le Liban.

Vous avez choisi « la Rolls » des consultants, pourquoi autant de discrétion autour de ce rapport ?

Permettez-moi d'abord de remettre les choses dans le contexte ayant précédé cette étude. Les gouvernements qui se sont succédés ces dernières années avançaient sans vision économique ni plan. Lorsque je suis devenu ministre, j'ai rapidement observé les écarts qui existaient entre ma façon de penser et d'agir et cet état de fait. Je suis issu du secteur privé et je fonctionne toujours avec un objectif! Lorsque je demandais à n'importe quel membre du gouvernement: Comment attirer les investissements directs étrangers (IDE) ? Sur quelles industries allons-nous nous concentrer? Est-ce inclus dans le budget ?» je n'obtenais aucune donnée crédible car aucun programme économique en bonne et due forme n'avait été mis en place jusque-là.

J'estime aussi que le budget de l'État n'est pas une simple écriture comptable. Son rôle est plus important. Le budget devrait s'inscrire dans une vision économique globale se reflétant à la fois dans les politiques fiscales, dans la manière avec laquelle nous voulons dépenser, voire dans quel secteur, si nous choisissons d'encourager une industrie en particulier. Et ce, même si elle ne rapporte pas d'argent au Trésor à court-terme,

sachant qu'elle aura un impact bénéfique sur l'économie dans les trois années suivantes : elle emploiera des gens, se développera et les citoyens reverseront des impôts.

Or, au ministère nous pensons au jour le jour. Cela est frustrant, surtout lorsqu'une commission n'a que trois semaines pour voter le budget sans discussions profondes autour du sujet. Parce que dans la vie, quel que soit le secteur dont nous parlons, si vous ne planifiez pas, vous ne réussissez pas! D'où l'indispensable nécessité d'une vision politique pour que les ministères futurs puissent faire un suivi des projets, qu'ils aient des repères et des données.

Cette étude de McKinsey a aussi été motivée par un contexte de crise. Au cours des années précédentes, la région a connu un boom économique et les Libanais expatriés avaient des salaires élevés qui leur permettaient de reverser leur argent au Liban. Cette époque faste et sans grande frustration économique est bien révolue. Aujourd'hui plus que jamais le Liban a besoin d'une vision et d'un chemin à suivre. Il suffit de « gratter le vernis » pour savoir ce qu'il y a en dessous de cette couche superficielle. On voit alors le problème de fond, à savoir les fondations de notre économie. Nous nous sommes alors dit que les gouvernements actuels n'ont plus le luxe d'êtres passifs.

Il est d'ailleurs impensable qu'en tant que ministre de l'Économie, je n'ai pas



d'informations relatives aux produits exportés. Sont-ils conformes aux normes du ministère de l'Agriculture? Est-ce conforme à la politique monétaire de la Banque centrale? Qui parle à qui? C'est notamment pour répondre à toutes ces questions que je suis heureux d'avoir pu convaincre les autres acteurs du gouvernement de l'importance de cette étude. Ainsi, avec le temps, tous les ministères établiront des plans en conséquence pour renforcer et attirer le secteur privé.

Au Liban, tout projet qui fuite dans la presse avant qu'il ne soit discuté, remanié puis approuvé par le conseil des ministres ouvre la voix à des critiques le plus souvent non fondées, juste pour faire sauter le projet. Aussi mon tempérament plutôt discret et mon appartenance à un parti politique ont guidé ma discrétion sur ce sujet. Même si je suis heureux d'être un homme ouvert à toutes les autres tendances politiques, et d'être en bons termes





44

avec tous les autres acteurs, partisans et responsables politiques.

Mon but est d'atteindre un objectif pour le pays et quand on parle d'économie, il n'y a ni religion ni parti politique qui entrent en jeu...

Le programme donne la priorité à la stimulation de la productivité des entreprises. Par quels moyens?

La première mission du programme a été de délimiter les secteurs dans lesquels le Liban a un avantage compétitif. Une fois ces secteurs identifiés, la deuxième mission a permis de mettre en place un plan et de le présenter à tous les protagonistes. Il contient des incitations et des protections. Ensuite, nous établissons un plan par secteur, un plan stimulant qui permettra d'attirer les investissements directs étrangers (IDE), notamment en leur offrant par exemple des avantages fiscaux et monétaires en accord avec la BDL. L'État pourrait aussi mettre à la disposition des investisseurs des avantages par secteur comme des réductions fiscales en cas d'export ou encore des terrains gratuits. Nous devons créer un environnement incitatif pour les affaires. L'objectif est que ce soit approuvé et inscrit par le Parlement et pas seulement par le gouvernement qui peut changer d'avis. Une fois encore, il s'agit d'obtenir un engagement fort et une vision économique pour les vingt prochaines années. Quant au volet de la protection, il s'agit de protéger nos industries en évitant qu'elles soient concurrencées durant un certain nombre d'années, le temps qu'elles se relèvent et qu'elles grandissent. C'est surtout une protection visà-vis de la concurrence sachant que le Liban importe pour 20 milliards de dollars.

Quelles mesures préconise le

programme pour stabiliser la dette publique et équilibrer le budget ?

L'étude de McKinsey ne s'attaque pas directement à cette question. Cela se fera indirectement. Si l'on développe par exemple les secteurs productifs, l'économie connaîtra une croissance et nous créerons de l'emploi. Le gouvernement en tant que partenaire fiscal de l'économie verra ses rentrées d'argent augmenter et, en conséquence, une respiration budgétaire adviendra. Le classement du pays s'améliorera ainsi que les risques souverains, les taux d'intérêts et le service de la dette publique diminueront. C'est un enchainement positif. Je serai donc entrain de régler le problème à la source tout en cultivant ma plante. Or aujourd'hui nous augmentons les taxes et appauvrissons le secteur privé. Ce n'est pas la bonne solution car une entreprise qui ferme ses portes ne rouvrira pas facilement. Il s'agit plutôt de baisser les taxes pour agrandir l'économie - cela n'a sans doute pas de résultats sur le court terme avec de faibles rentrées dans les poches de l'État - mais l'impact sera plus que positif sur le long

Comment donner aux investisseurs étrangers le sentiment que leurs intérêts sont aussi bien protégés que dans leurs pays et qu'ils peuvent compter sur l'impartialité et la célérité de notre système judiciaire?

Dans cette étude, il y a ce que l'on appelle des « facilitateurs », c'est à dire des incitatifs d'un bon environnement pour les affaires dont le classement Ease of Doing Business. Avoir un système judiciaire qui donne confiance, de bonnes infrastructures, moins de bureaucratie, une rapidité des affaires, une transparence indispensable pour l'investisseur qui a besoin de savoir où il met les pieds, tous ces éléments sont des indispensables mais ne sont pas suffisants. Notons aussi que dans les décisions que nous prenons rien n'est ga-

gnant-gagnant. Il y a toujours un risque de dommage collatéral, par exemple qu'une marchandise renchérisse, etc. Il faut aider les industries à se développer à la source même si les résultats viendront bien plus tard. C'est un investissement sur le long terme.

Comment le programme abordet-il la question des inégalités ? Quelles sont les chances de mettre en place plus de justice sociale dans un délai raisonnable ?

L'aspect social n'est pas abordé directement. Ce qui compte, finalement, c'est une économie saine et cela vient en grande partie de la classe moyenne. Une économie qui n'a pas de classe moyenne est une économie vulnérable. Une fois que nous créons des industries qui grandissent et s'internationalisent, nous créons aussi une classe moyenne. Et nous créons aussi des grandes entreprises qui ont les moyens de payer certains de leurs employés avec des salaires très élevés. C'est ainsi que la classe moyenne grandit aussi. Or avec le système économique actuel, les riches s'enrichissent - avec des dépôts bancaires à des taux d'intérêts élevés - et les pauvres s'appauvrissent. Cela affecte négativement notre économie. Sans oublier une inflation qui affecte négativement la societé et le pouvoir d'achat. Tout cela fait craindre pour l'avenir proche des problèmes sociaux, d'instabilité et un nouveau creusement des inégalités. Pour éviter cela. la seule chose à faire est de créer une économie réelle basée sur des secteurs productifs et de voir apparaître de grandes industries qui emploieront la classe moyenne. Car pour l'instant, tous nos talents émigrent et les Libanais n'acceptent pas tous les emplois qu'on leur propose. Tout cela ne fait qu'augmenter le chômage.





Mort de la classe moyenne ?

Le dépérissement des classes moyennes, la paupérisation des catégories populaires est devenue la crainte majeure des gouvernements de la planète. C'est du moins une tendance qu'abordent de plus en plus d'analystes. Le Liban ne fait pas exception à ce phénomène. Bien au contraire, en pleine période de crise, les inquiétudes grandissent, notamment celles des économistes qui craignent des lendemains encore plus sombres pour les ménages concernés.

Nous observons, lorsque nous écoutons et lisons les spécialistes que les classes moyennes, que ce soit dans l'hexagone ou aux États-Unis, ne sont plus synonymes de prospérité, et que leur revenu stagne ou décroît. Les entreprises de taille moyenne, elles, sont mises à mal par des start-up ou des géants mondiaux. En cause, notamment, la mondialisation et la révolution numérique qui semblent exacerber les inégalités. Qu'en est-il au Liban?

Une classe moyenne en chute libre

« Je ne parlerais pas de mort de la classe moyenne mais plutôt de crise », affirme Kamal Hamdane, le directeur exécutif du Consultation & Research Institute (CRI).

Au vu de la conjoncture économique difficile que traverse le pays depuis 2011, date marquant le déclenchement du « Printemps Arabe » et surtout de la guerre en Syrie, « nous observons que la classe moyenne libanaise – qui inclut les trois sous-catégories, classe moyenne-basse, moyenne-moyenne et moyenne-supérieure – est en chute libre », poursuit l'économiste.

Même son de cloche pour Paul Douaihy, le directeur du centre de recherche en économie et sur les marchés financiers de l'Université de Balamand. Ce dernier estime que la classe moyenne initialement considérée au Liban et ailleurs comme «



moteur de la consommation et soupape de la démocratie est en grande souffrance actuellement ».

Qu'entend-on par classe moyenne ?

Voilà certes une notion floue que les sociologues ont du mal à définir, une sphère dont le centre est partout et la circonférence nulle part, diraient les philosophes.

Lorsqu'on cherche le sens sur Google, s'affiche directement dans les premières définitions: « Ce concept de « classes moyennes » date des Trente Glorieuses et correspond à l'émergence, entre classes populaires (ouvriers, employés, agriculteurs) et classes aisées (patronat, cadres supérieurs et professions libérales), d'une catégorie de la po-

pulation ni riche ni pauvre : cadres intermédiaires, techniciens, fonctionnaires, etc. ».

Aux États-Unis, le Pew Research Center, le meilleur centre d'observation de la societé américaine, définit la «middle class» par ses revenus, compris entre « les deux tiers et le double du revenu médian », lequel répartit la population du pays en deux parts égales.

Kamal Hamdane estime quant à lui qu'en théorie « la classe moyenne est constituée d'un ensemble hétérogène de classes sociales qui varie notamment selon les époques, les revenus et les pays ». Justement, la classe moyenne « n'est pas une boite fermée : classe moyenne basse, moyenne-moyenne et moyenne-supérieure ».





Mais comment différencier ces strates de la classe moyenne ? Pour l'économiste, on peut les distinguer dépendamment des dépenses et/ou des revenus totaux mensuels des ménages (un ménage de 3 à 4 personnes). Dans le cas du Liban, penchons-nous sur le critère des dépenses mensuelles des ménages. « Elles sont essentiellement assurées par des revenus du travail mais également par des transferts venants de l'extérieur et des emprunts contractés auprès des banques », explique Kamal Hamdane. Dans le détail. les ménages dont les dépenses mensuelles varient entre 2 500 et 3000 dollars font partie de la classe moyenne-basse, ceux pour qui les frais varient entre 3000 et 6000 dollars de la classe moyenne-moyenne et ceux qui ont des frais mensuels supérieurs à 6 000 mais inferieurs à 9 000 dollars appartiennent à la classe moyenne-supérieure.

Les deux analystes interrogés sont tombés d'accord pour tirer la sonnette d'alarme. C'est un cercle vicieux, les ménages de la classe moyenne-basse sont devenus « pauvres », ceux de la classe moyenne-moyenne se sont appauvris pour désormais appartenir à la classe moyenne-basse et même les privilégiés de la classe moyenne-supérieure semblent touchés par la crise.

« La crise de la classe moyenne dont on parle actuellement au Liban concerne essentiellement les deux sous-catégories - moyenne et basse - qui représentent en elle-même l'essentiel de la classe moyenne au Liban », explique Kamal Hamdane.

À l'instar de nombreux autres économistes, Paul Douaihy affirme qu'au Liban il n'y a pas de chiffres crédibles ou exacts mais des estimations qui prouvent que « toutes les familles sont en souffrance en raison d'une situation économique et sociale difficile et une perte visible du pouvoir d'achat ». Pour mettre en valeur l'importance sinequanone de l'indication de bonne santé ou pas de ce « moteur de l'économie », le responsable cite ensuite l'indicateur Market Potential Index (MPI) dont l'une des composantes référence est en lien avec le revenu de la classe moyenne.

Comment la classe moyenne libanaise en est-elle arrivée là ?

« Notamment en raison d'un cadre macro-économique non favorable car imbibé des composantes « rentières » qui dominent l'économie libanaise », répond Kamal Hamdane. Il met en cause « le rôle exagéré de la consommation comme déterminant de la croissance (surtout la consommation de produits importés) et une économie dominée depuis 30 ans déjà par un processus de « fonciarisation », de financiarisation mais aussi de tertiarisation ». L'analyste explique ensuite que tous les facteurs défavorables - et tout juste énumérés - sont étroitement corrélés avec « une très faible efficacité des politiques publiques qui sont profondément imprégnées par la corruption politique et les pratiques clientélistes», et que nous traînons comme un boulet depuis des décennies. Cela a pour conséquence que nous vivons dans un pays où « le secteur public est quasi inexistant » avec des ménages qui se retrouvent à payer deux fois la facture de ce qui devait initialement être assuré par un service public efficace (électricité, eau, transport, infrastructures, éducation etc.)

Dépression et augmentation de la tension sociale

Avec un chômage estimé à près

de 40% parmi les jeunes - et en cas de maintien du statu quo - Paul Douaihy craint une augmentation de la dépression sociale, de la violence et une alimentation des voix populistes. « Avoir une classe moyenne épanouie, notamment financièrement, c'est favoriser la démocratie et l'État de droit ». Le Liban en est loin malheureusement. D'où l'importance d'avoir une classe moyenne en bonne santé dans le jeu économique, défend-t-il.

- « 1% des adultes libanais accaparent 25% des revenus et 40% de la richesse : c'est énorme en matière de concentration des revenus et des richesses », lance Kamal Hamdane en faisant référence à plusieurs études publiées récemment. Toutes ces études mettent en relief la sévérité excessive du phénomène d'inégalité au Liban, dans le cadre des comparaisons internationales. Pour en sortir, il appelle notamment à bâtir un autre modèle que celui existant - le « modèle rentier » - qui pousse tant de jeunes à sortir du pays, et mène au dépérissement du service public, dont la revitalisation pourrait relancer le moteur de croissance et réduire le gaspillage de l'argent public et des inégalités.
- « Au début de la crise syrienne, on estimait la pauvreté totale parmi les résidents au Liban à 28% », rappelle Kamal Hamdane. « Même si ce chiffre n'a pas été statistiquement mis à jour, toutes les données indirectes laissent entendre que ce taux est passé désormais à 35% voire 40% avec avec un taux de chômage qui a doublé pour la même période ». Il cite aussi les carences de réajustement des salaires du secteur privé qui n'ont plus bougé depuis 2012 alors que ceux du secteur public ont connu une augmentation tangible, ce qui constitue un facteur, un facteur supplémentaire d'inégalité et d'appauvrissement de la classe moyenne.





Mohamed Choucair, un soutien inaliénable au Conseil des femmes dirigeantes au Liban

Face à soixante femmes d'affaires, Mohamed Choucair a prévenu que les OE hausseraient le ton sans gouvernement dans les deux semaines.

Madiha Raslan, présidente du Conseil des femmes dirigeantes au Liban (Women Leaders Council of Lebanon), a chaleureusement remercié Mohamed Choucair pour le soutien constant qu'il apporte à son organisation dans ses diverses activités. « Vous êtes convaincu du rôle important des femmes dirigeantes dans la société et dans l'économie et j'en suis heureuse », a-t-elle déclaré.

« À l'heure actuelle, de nombreuses questions préoccupent l'ensemble de la population et il est nécessaire d'organiser des réunions directes avec les responsables pour les familiariser avec l'évolution de la situation et les moyens de les affronter afin de ramener le pays sur la voie de la relance économique », a poursuivi la présidente du Conseil.

« Mettre fin à la perturbation du cycle politique du pays »

À son tour, Mohamed Choucair a mis l'accent sur un certain nombre de questions clés, notamment la nécessité d'accélérer la formation du gouvernement et de mettre fin à la perturbation du cycle de la vie politique dans le pays.

Le président a aussi souligné que la réunion des organisations économiques du 25 septembre était une sonnette d'alarme lancée aux politiciens. « Je pense que le message a été entendu », a-t-il confié. Mais il a prévenu : « Les différents organismes économiques vont encore hausser le ton si un gouvernement ne se forme pas au plus tard dans les deux semaines prochaines».

Inquiet, Mohamed Choucair a poursuivi : « Nous avons atteint le bas de



l'échelle. Tout le monde est à court d'argent. La situation actuelle nécessite des solutions radicales, à commencer par la formation du gouvernement, en mettant fin au gaspillage et aux dépenses inutiles, au réexamen du système de retraite et à des réformes indispensables ».

Face à des femmes d'affaires qui partagent les mêmes craintes, il a rappelé: « Il est inacceptable que le déficit budgétaire reste élevé compte tenu des taux élevés d'accumulation de la dette, et il est également inacceptable que les responsables de la gestion des affaires du pays continuent d'augmenter les dépenses inutiles sauf pour leurs intérêts personnels », a-t-il dénoncé.

Il a également fustigé le problème financier phare du pays qui résulte des taux élevés de dépenses en traitements et salaires et du service de la dette publique et de l'électricité. « La crise de l'électricité peut être résolue d'ici un an si une décision politique est prise, ce qui signifie une réduction du déficit de plus de 3 000 milliards de livres », a-t-il déclaré, ajoutant que ce n'était plus une option mais une demande pressante.

« Le communiqué publié suite à la réunion des OE du 25 septembre est une feuille de route claire pour sauver le pays et le mettre sur la voie de la relance ».

Il a cependant noté positivement l'approbation d'une session législative tenue récemment d'une série de projets de réformes, notamment l'adoption de la loi sur la signature électronique, « qui règlerait 60% de la corruption ». Il a également souligné que l'adoption de la nouvelle loi sur les douanes permettrait de régler entre 60 et 70% du problème de la contrebande.

« Si le gouvernement est formé, je suis optimiste et la situation sera bonne, notamment avec la présence de trois projets fondamentaux : le programme de développement des infrastructures libanaises adopté par la Conférence économique CEDRE, la découverte de gaz et la législation visant à cultiver du cannabis à des fins médicales », a-t-il expliqué.

En conclusion, Mohamed Choucair a salué le rôle fondamental joué par les femmes dans la société et dans l'économie : « Vous êtes une valeur ajoutée à toutes les activités et rôles que vous jouez. Sachez que vous pouvez compter sur mon soutien et celui des OE pour défendre vos droits et pour promouvoir votre efficacité dans la vie publique ».







LEBANON BUSINESS DIRECTORY

Your link between lebanese exporters and worldwide buyers

www.lebanonbusinessdirectory.com







Kindly update your visual communication materials (company logo, branding, advertising pages in PDF format, interactive movie link)

CCIA-BML, Email: Led@ccib.org.lb





Vinifest 2018, un 11e rendez-vous riche en dégustations et bonne humeur

Le festival s'est déroulé du 3 au 6 octobre à l'Hippodrome de Beyrouth redonnant un peu de couleurs à un secteur économique en berne. Une onzième édition placée sous le signe de la bonne humeur et avec la Suisse comme invitée d'honneur.

Ce festival, l'un des plus grands événements consacrés au vin au Moyen-Orient, offre aux visiteurs l'opportunité de déguster l'ensemble des cépages libanais, les marques les plus connues et les nouvelles étiquettes qui se lancent sur le marché. Il accueille chaque année plus de 30 000 visiteurs selon les organisateurs.

Programmes musicaux et tableaux de danse ont rythmé l'événement organisé par Eventions et placé cette année sous le thème de la bonne humeur. Trois soirées de festivités autour de la vigne se sont ainsi déroulées dans la joie et la découverte. Chaque convive a eu la possibilité de goûter à l'ensemble des vins libanais présents moyennant un ticket d'entrée de 30 dollars par personne. Un tarif qui n'a pas fait l'unanimité parmi les participants, certains l'ayant trouvé trop onéreux.

« La production de vin renforce le patrimoine libanais »

C'est sous le patronage du ministre sortant des Affaires étrangères et des émigrés, Gebran Bassil, représenté à l'occasion par le député Edgard Maalouf, que l'inauguration s'est tenue le 3 octobre. Présents aux côtés d'œnophiles, d'amateurs ou de spécialistes, on pouvait aussi distinguer des invités de marque comme l'ambassadrice de Suisse au Liban, Monika Schmutz Kirgoz, le gouverneur de la ville de Bey-

routh, Ziad Chbib, le directeur général du ministère de l'Agriculture, Louis Lahoud, le représentant du ministre de l'Information, Tony Najm et d'autres personnalités.

Dans son discours, Edgard Maalouf a tenu à souligner la progression de la production de vin libanais. Il s'est ainsi félicité de « l'augmentation chaque année de la production et des exportations grâce aux efforts et au soutien du ministère des Affaires étrangères ». « La production de vin renforce le patrimoine libanais », a-t-il ajouté en saluant l'action des organisateurs de Vinifest, évènement qui favorise la promotion de la viticulture locale. Selon les estimations de l'Union vinicole du Liban (UVL), « le pays du Cèdre produit aujourd'hui 8,5 millions de bouteilles par an sur un peu plus de 2 000 hectares ».



La Suisse invitée d'honneur de cette édition

À l'affiche de ce cru 2018 : un programme intense de dégustations, d'initiation à l'oenoculture et



de musique pour faire vibrer nos verres.

L'invité d'honneur, la Suisse était biensûr de la partie avec l'Université La Sagesse qui a organisé durant trois jours, en partenariat avec l'École hôtelière de Lausanne, des dégustations de vins helvétiques sur le site de l'Hippodrome. En parallèle, plusieurs activités étaient proposées sur le stand de l'ambassade de Suisse au Liban, dont des dégustations de vins suisses en compagnie de l'experte Barbara Jossi.

La représentation suisse a aussi eu le plaisir de présenter deux concerts de la libano-suisse Mélissa Kassab, artiste aux mélodies envoûtantes.

Vinifest a également proposé des animations sur la production de vin et la viniculture dans le cadre de Vinécole où la vice-présidente de l'Association des sommeliers d'Europe, Brigitte Leloup, a offert des masters class.





L'optimisme malgré tout au rendez-vous du 3e Festival des restaurants de Beyrouth

La troisième édition du festival des restaurants de Beyrouth a été inaugurée par le ministre sortant du Tourisme, Avédis Guidanian, et le président du syndicat des propriétaires de restaurants, cafés, boîtes de nuit et pâtisseries au Liban, Tony Ramy, le vendredi 28 septembre à l'emblématique gare de Mar Mikhaël.

Conjointement organisé du 28 au 30 septembre par le syndicat en collaboration avec Hospitality Services, dirigé par Joumana Damous-Salamé, cet événement a réuni autour des organisateurs le gouverneur de Beyrouth, Ziyad Chbib, des responsables politiques, économiques, touristiques, culturels, diplomatiques et militaires, ainsi que de nombreux visiteurs.

Lors de la cérémonie d'ouverture, Avédis Guidanian a d'ailleurs tenu à rendre hommage au parrain du tourisme et de l'hôtellerie au Liban, Nouhad Dammous, en lui remettant une distinction honorifique en reconnaissance de ses réalisations dans le secteur ces dernières décennies.

grande fête culinaire a rassemblé plus de 50 des meilleurs restaurants, cafés et pâtisseries du pays. À cette occasion, les visiteurs ont pu savourer des mets gourmands accompagnés de boissons variées tout en écoutant les performances des meilleurs groupes et musiciens du moment, dont Arnabeat, Joy Fayad, Marc Hatem. Andrea Bou Nehme et Mosaic Band. Ce rendez-vous était aussi une destination familiale. Une aire de jeu était spécialement dédiée aux enfants. Dans un discours commun, Tony Ramy et Joumana Dammous-Salamé, directrice générale de Hospitality Services ont accueilli les invités et remercié le ministère sortant du Tourisme pour son rôle essentiel dans la croissance de ce secteur et son engagement à



satisfaire les exigences nécessaires pour développer le tourisme au Liban de manière responsable.

- « Nos restaurants, cafés et discothèques sont reconnus internationalement pour leur qualité et leur excellence. Ils reflètent la générosité libanaise. Nous avons les connaissances et les ressources nécessaires pour maintenir ce haut niveau et nous sommes ravis de célébrer la troisième édition du festival avec le syndicat. C'est une occasion de préparer la saison à venir », a déclaré Journana Dammous-Salamé.
- « Au Festival des restaurants de Beyrouth, nous continuerons de célébrer le triomphe remporté par Beyrouth en tant que meilleure ville internationale pour la nourriture », a lancé à son tour Tony Ramy, qualifiant Beyrouth « d'épouse de la Méditerranée qui bénéficie de toutes les caractéristiques esthétiques, imaginatives et innovantes ». « Le Liban est vraiment la nation de la

joie », a-t-il poursuivi.

« Tout le monde sait que notre pays est à un tournant, marqué par une stagnation et une détérioration de tous les secteurs économiques, sociaux et environnementaux», a ensuite déploré le président du syndicat. Il a cependant reconnu que « le secteur du tourisme accepte toujours le défi et continue d'avancer ». « Merci à ceux qui ont cru au Liban, la nation des miracles, des réalisations et des succès », a ajouté Tony Ramy.

Commentant l'hommage à Nouhad Dammous, il a déclaré : « Cette année, le festival met à l'honneur le parrain voire le maître du tourisme et de l'hôtellerie, Nouhad Dammous, un homme qui a consacré sa vie au tourisme et à l'hospitalité. Il demeure le cœur du secteur (...). Nous puisons notre énergie et notre force en lui car il a été la clé de notre travail acharné pour faire de ce festival un succès ».





Accroître la coopération touristique entre Beyrouth et Athènes

Mohamed Choucair a accueilli une délégation économique grecque d'envergure dirigée par le ministre grec délégué aux Affaires étrangères, Giorgos Katrougalos. C'est le moment idéal pour investir en Grèce, pays qui a tourné la page de la crise. Voilà le message que sont venus transmettre les hommes d'affaires grecs aux Libanais.

C'est dans les locaux de la Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban que, le 3 octobre dernier, un parterre d'hommes d'affaires des deux pays se sont réunis en présence du nouvel ambassadeur de Grèce au Liban, Franciscos Verros, du vice-président de la Fédération hellénique des entreprises (SEV), Konstantinos Bitsios, du président du Conseil d'affaires libano-hellénique, Gaby Tamer, du membre du conseil exécutif et directeur du département conseil auprès des entreprises à la Chambre de commerce et d'industrie d'Athènes (ACCI), Dimitris Dimitriou ainsi que du conseiller financier et vice-président exécutif de l'Association grecque d'affaires internationales (SEVE), Panagiotis Hassapis.

Créer un produit touristique commun avec la Grèce et Chypre

Après avoir chaleureusement souhaité la bienvenue à la délégation, le président de la Fédération des chambres de commerce a appelé « à développer ensemble un produit touristique commun vu les nombreux points de partage et l'amitié existants entre les deux peuples et les deux pays ». Cette proposition a été chaudement appuyée par le ministre grec délégué aux Affaires étrangères Giorgos Katrougalos qui a aussitôt proposé « d'y associer Chypre comme troisième acteur ».

Tour à tour, les responsables ont mis en avant les nombreux points communs existants entre les deux pays. Dans son allocution, le ministre grec s'est dit très heureux d'être au Liban « pays d'opportunités et hub financier et économique de la région ». Giorgos Katrougalos a rappelé que le Liban est le 6e partenaire commercial de la Grèce pour l'exportation et que de nombreuses opportunités sont possibles entre les deux pays.

Il est aussi revenu sur la crise économique difficile traversée par la Grèce et le « programme d'ajustement



qui a été achevé avec succès en août dernier ». Le responsable s'est voulu optimiste quant à la reprise économique de son pays assurant que la croissance devrait s'élever à 2,5% cette année. « Les opportunités sont nombreuses pour les entrepreneurs et investisseurs libanais et des partenariats sont possibles entre nos hommes d'affaires », a-t-il dit.

« La construction d'une nouvelle Grèce a commencé »

Pour le directeur du département Conseil auprès des entreprises à la Chambre de commerce et d'industrie d'Athènes (ACCI), « ce forum permet d'explorer les possibilités économiques entre la Grèce et le Liban dans différents secteurs dont la construction, la pharmaceutique et le tourisme ». Il a aussi rappelé l'atout supplémentaire de la Grèce, à savoir son appartenance à l'Union européenne depuis 1981, qui lui donne un attrait additionnel pour ses partenaires commerciaux. Le responsable s'est voulu rassurant : « Une nouvelle Grèce est en train de voir le jour après la crise et il n'y a pas de risque à y faire des affaires, au contraire, c'est même je dirais le moment idéal d'y investir ».

« La Grèce a d'ailleurs réussi à dépasser sa crise grâce à trois piliers : son secteur privé, ses exportations et son secteur touristique », a expliqué à son tour, Panagiotis Hassapis, le conseiller financier et vice-président exécutif de l'Association grecque d'affaires internationales (SEVE). Il a appelé les deux bords à renforcer leur networking et les actions communes sachant que la Grèce est le 5e partenaire commercial du Liban alors que le Liban est le 6e partenaire de la Grèce.

À son tour, le président du Conseil d'affaires libanohellénique, Gaby Tamer, a salué chaleureusement la délégation et en particulier le nouvel ambassadeur de







Grèce au Liban, Franciscos Verros. Le responsable a aussi rappelé que le Conseil d'affaires mixte qu'il préside avait été mis en place en 2003 par la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban afin de fortifier la relation commerciale entre les deux pays, « un objectif sur lequel nous travaillons avec ferveur ». Un mémorandum de coopération conclu entre les deux bords a clôturé cette rencontre.

Instantané de l'économie grecque

- •L'économie grecque a progressé de 1,4% en 2017 et de 2,2% au premier semestre de 2018, les chiffres les plus élevés depuis 2007.
- •La contribution directe des voyages et du tourisme s'est établie à 14,6 milliards d'euros en 2017 et devrait augmenter de 5,6% pour atteindre 15,1 milliards d'euros en 2018 (rapport de recherche annuel du WTTC 2018). La contribution totale devrait augmenter de 5,3% pour atteindre 36,9 milliards d'euros en 2018, ce qui correspond à 20,2% du PIB.
- •Les exportations ont augmenté de 13,2% pour atteindre un nouveau record de 28,8 milliards d'euros en 2017.
- •Les investissements directs étrangers en 2017 ont atteint 3,6 milliards d'euros, contre 2,8 milliards d'euros en 2016, soit une augmentation de 29,4%, après une deuxième année consécutive d'augmentation des flux.
- •La valeur totale estimée des opérations de fusions et acquisitions en 2017 s'est établie à 1,4 milliard d'euros, contre 1,1 milliard d'euros en 2016, soit une augmentation de 30% par rapport à l'année précédente, avec 65% des transactions effectuées par des investisseurs stratégiques (M & A Barometer 2017, EY).
- •L'activité dans le secteur de la construction montre des signes de reprise, le nombre de permis de construire ayant rebondi pour la première fois depuis 2005, de 8,6% en 2017.
- La dette souveraine grecque est revenue sur les marchés des capitaux le 25 juillet 2017 après trois ans, tandis que l'emprunt à 10 ans en décembre 2017 a atteint son plus bas niveau en 10 ans, à 4,39%, ce qui correspond à son niveau du début 2008.
- EUROGROUP a approuvé (juin 2018) un report sur 10 ans et une prolongation de l'échéance d'une grande partie de la dette grecque, ainsi que 15 milliards d'euros de nouveau crédit, signalant la viabilité de la dette et facilitant l'accès aux marchés des capitaux. Source : www.entreprisegreece.gov.gr



Le vice-président de la Fédération hellénique des entreprises (SEV), Konstantinos Bitsios signant un accord de coopération avec Mohamed Choucair le président de la fédération des chambres libanaises de commerce sous l'œil bienveillant du ministre grec délégué aux Affaires étrangères, Giorgos Katrougalos.

Programme « Golden visa » pour les investisseurs

- Permis de séjour permanent pour les non-ressortissants de l'UE et les membres de leur famille (ascendants/ descendants) lorsqu'ils achètent une propriété ou investissent en Grèce.
- Seuil d'investissement : 250 000 euros.

3 OPTIONS COMPÉTITIVES

- -Permis de résidence à l'achat d'un bien immobilier.
- -Permis de séjour pour activité d'investissement.
- -Permis de résidence pour investissements stratégiques.

AVANTAGES

- Résider sans restriction de temps en Grèce.
- Voyagez sans aucune condition dans 26 pays européens de l'espace Schengen et résider jusqu'à 3 mois par semestre.
- Aucune exigence linguistique.
- Pas d'exigence de revenu personnel minimum.
- Traitement simple, rapide et transparent.
- Accès aux systèmes d'éducation et de santé grecs.
- Prix très compétitifs dans les actifs immobiliers.
- Rendements locatifs élevés pour des propriétés de qualité dans des emplacements de choix.

Source: www.entreprisegreece.gov.gr





Progress and Status of the 17 Sustainable Development Goals (SDGs) in Lebanon - SDG 4: QUALITY EDUCATION



Econews continues within serial of articles shedding lights on Lebanon's progress towards the seventeen SDGs set by the UN Agenda 2030 and based on the Voluntary National Review (VNR) 2018.

Below is the SDG 4 under People Pillar

The Government of Lebanon is developing its Education 2030 SDG 4 Strategy that will set out its vision, goal and targets, contextualized to Lebanon's environment. The strategy will take the form of a roadmap for transforming the performance of the education system for the years 2019 to 2030, which will focus on continuous improvement of students' learning outcomes and skills. The strategy will have a clear focus on equity: ensuring every child, regardless of background or special educational needs, reaches his or her full educational potential.

The Education 2030 Strategy will be launched by the end of 2018 and will contain:

- A clear, prioritized set of policy developments that will be needed to deliver on the strategic goal and targets. These will include legal changes, financing requirements and models, and a prescription for technical work needed at school, governorate and ministry levels.
- An approach to changing the culture of short-term humanitarian aid that has characterized the response to the Syria crisis, towards developing long-term partnerships that benefit the Lebanese system for all students.
- A plan for improving equity and inclusion in the education system to benefit the poorest and most vulnerable children in Lebanon.
- a roadmap for aligning teaching and learning, in schools, colleges and universities, with developing the skills needed by the Lebanese economy in the 21st century.

In spite of the influx of displaced Syrians and underlying challenges to the education system, some improvements in education access and quality have been made since Agenda 2030 was established in 2015. MEHE now intends to use SDG4 to align its existing partnerships and international investments. As the education system transitions from emergency response to meeting the development challenges of a protracted crisis, MEHE will work with partners to shift from short-term humanitarian aid towards sustained partnerships in education that are in the interests of holistic development of the education system for all children. To achieve this, officials are working with a broad range of national and international stakeholders to secure predictable multi-year funding aligned to MEHE's emerging annual planning process for each school year.

Predictable multi-year funding will enable MEHE to make immediate improvements to school infrastructure and classroom teaching, alongside well-sequenced education reforms to raise learning levels and the performance of the national education system over the long term. Planned work includes improving access to formal and non-formal education from kindergarten to the end of mandatory basic education; a new interactive curriculum; continuous improvement of teacher performance; strengthening exam scores and the quality of the examination system; investing in data and research to inform policy; and ensuring all partners work behind unified frameworks endorsed by the government.

Lebanon has a very high literacy rate. The rate amongst Lebanese youth of both sexes is particularly high at 99.2 percent.20 The gender parity index shows that girls and boys have equal opportunities at all levels of schooling.21 However, gross enrolment rates for Lebanese students are unequal at all levels of education. Pre-primary enrolment hovers around 80 percent.22 MEHE is currently reviewing the legal framework for the age of compulsory education so that it includes pre-primary cycle. Basic education is compulsory and free in public schools, which results in a higher enrolment rate at 90 percent. The rate is 70 percent for secondary education, 23 which could be partly attributed to young people leaving school for work, 24 and partly to their enrolment in technical and vocational institutions instead of secondary schools.

MEHE launched the Education Sector Development Plan 2010–2015 to address major issues in the sector. However, within a year, the Syria crisis obliged the government to priorities a humanitarian response.26 with the support of the international community, since 2011 public schools have opened their doors to all refugee children seeking enrolment. This has doubled the number of students and put additional strain on the infrastructure of public schools, which, in many cases, already needed rehabilitation. Many challenges to achieving 'inclusive and equitable quality education' have been considered in the RACE 2 Strategy for 2017–2021.

Against this difficult backdrop, MEHE has continued to work on quality and inclusion as far as possible. Equity and inclusion are now MEHE's two main strategic goals that it will work on while shifting from short-term development to offering all children in Lebanon the kind of education envisaged in SDG 4 by 2030.

To facilitate school enrolment and provide services to students who have learning, physical and sensory disabilities, MEHE is implementing several initiatives with different education partners. MEHE is currently piloting inclusion in 30 public schools and equipping 100 public schools with resource rooms to support students with learning disabilities.

The Ministry has also developed a child protection policy with the MOs, the Ministry of Justice, UNICEF, and other relevant entities. The policy includes a comprehensive methodology for early identification and referral of cases of violence.

MEHE is increasingly prioritizing work that will strengthen







foundational literacy and numeracy in early grades so that children enter grade 4 with the skills they need to succeed in later stages of their academic career. Equally importantly, this early grades focus enables the poorest and most vulnerable children to get a good start to their education, as they are the students most likely to drop out early without qualifications. This ambition is the core of MEHE's current year's plan for the World Bank funded S2R2 programmer.

One of S2R2's initiatives is building capacity in school-based management. MEHE is in the process of institutionalizing school improvement plans (SIP) that involve students, teachers and parents in assessing the school and developing an improvement plan. Another initiative is developing a strategy for investing in school construction, rehabilitation and maintenance. MEHE will also focus on successfully transitioning pilot projects into mainstream policy and planning.

MEHE will launch the Lebanon Education 2030 SDG 4 Strategy at the end of 2018. The Ministry's current work is already being directed towards meeting the SDG 4 targets, with the aim of offering quality education for all.

In the first half of 2018 the MEHE launched the National Strategic Framework for TVET 2018–2022. This strategic framework is the culmination of year-long consultations led by the Government of Lebanon, with the support of UNICEF and the ILO. These consultations involved many stakeholders including MEHE, the Ministry of Labor, the Ministry of Agriculture, the MOs, the National Employment Office, the National Vocational Training Centre, private sector representatives and NGOs.

Throughout 2017, six working groups established their own strategic goals and priorities for reforming the TVET sector. The working groups identified three main deficits in Lebanon's TVET system: (I) access and service delivery; (ii) quality and relevance; and (iii) governance and systems. The TVET strategic framework presents a common roadmap to address these deficits.

The strategic framework confirms the Government of Lebanon's renewed commitment to promote a TVET system that provides youth and workers with the competencies and skills they need to access decent work, and allows businesses to recruit the workforce they need for growth. This commitment is articulated in the strategic framework's three main strategic axes: (I) expanded access; (ii) enhanced quality and relevance of TVET provision; and (iii) improved TVET governance.

In line with the SDGs, the TVET strategic framework prioritizes equitable access to TVET for all, with a focus on 'leaving no one behind'. Lifelong learning and life skills are prioritized so workers can adapt to a changing labor market, and become more active citizens.

The strategic framework forms the basis for improved collaboration across government institutions, and stronger partnerships with the private sector. It serves as the main national reference for institution specific action plans that will include strong partnerships with employers' and workers' organizations. Specific performance indicators and targets are being included in each action plan to monitor progress.

The CNRS-L plays a vital role in mainstreaming the quality of

education at the national policy level, and within the teaching and research institutes in Lebanon and the region. It runs three related programmers.

- The Lebanese baccalaureate scholarship. A full scholarship is given to the top five winners in the four baccalaureate branches to enroll in private or public Lebanese universities to complete their undergraduate studies in any field. The total number of beneficiaries since 2002 is 272 students.
- 2. Award for excellence in scientific research. This is given to researchers for their innovative contribution to science and development in medical science and public health, human and social sciences, agriculture and environment, basic science and engineering. The prizes are pecuniary and in kind. 45 researchers have received this award since 2011.
- 3. Doctoral scholarship programmer. This assists Lebanese students to pursue their higher studies and build research and academic capacities in all fields, especially those related to pressing societal challenges. The programmer funding is joint with various Lebanese universities or joint with European universities and research institutes. 600 students, mostly from public Lebanese universities, have benefited from the programmer in the last two decades. The programmer's annual budget is USD2 million.

OMSAR supports lifelong learning by providing training programmers to public sector employees. It raises awareness about issues related to gender, human rights, the environment, alternative energy, waste separation and recycling.

Over the next five years, MEHE wishes to use the framework of Agenda 2030, and the Government of Lebanon's commitment to it, to align its multiple partnerships and international investments. There are several challenges for Lebanon to overcome to be able to offer all children the kind of education envisaged in Sustainable Development Goal 4 by 2030.

Financing and equitable use of resources remain key to advancing SDG 4 targets across the education sector in Lebanon. Challenges include increasing public funding for education, especially in marginalized communities. Additionally, it is necessary to move from short-term international aid to multi-year funding for aid effectiveness and harmonizing investment in the interests of the holistic development of the system for all children.

One challenge in the sector is the absence of intra-sectorial coordination and planning between the different stages and tracks in education, examples being coordination between schools and universities or general education and vocational training. The general education curriculum also needs revision to reflect competencies and skills relevant to the professional and future life of students.

Additionally, the existing legal framework for compulsory education does not include preprimary education. The sector is also in need of system strengthening and better policies for the regularization of education providers.

To realize SDG 4, Lebanon should develop more inclusive policies and a coherent education system based on planning and alignment between curriculum, educational leadership, assessment, teacher preparation, and management.





"Investment Opportunities in Greater Tripoli" Conference and Exhibition

A business meeting to discuss issues related to organizing a conference-exhibition on "Investment opportunities in the Greater Tripoli" was held at the Chamber of Tripoli and North Lebanon (CCIAT) on 11 October, 2018. The meeting gathered Toufic Dabboussi, chairman of the Chamber, Raya Al Hassan head of the special economic zone in Tripoli, Eng. Akram Oweida, chairman of the Rashid Karami International Fair, Messrs. Albert Aoun and Tony Ghattas of the International Fairs & Promotions Group, and Linda Sultan, CCIAT general manager.

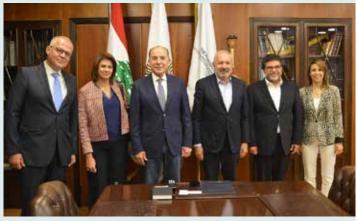
Chairman Dabboussi pointed out the vital role of the Greater Tripoli due to its strategic location and distinctive characteristics, and stressed the importance of the initiative «Tripoli, the economic capital of Lebanon» with regard to Tripoli's public facilities and institutions, noting that the government is entitled to develop and modernize these facilities and institutions in view of their vital role in the national economy and for improving the Treasury as well. As partners, we have always provided support to these facilities through our approach highlighting the comparative advantages and competitiveness of the Greater Tripoli after the adoption of the partnership between the public and private sectors.

"We have open discussions with these institutions to establish and organize conferences, exhibitions, and forums to highlight the position of Greater Tripoli, which we stressed yesterday during the visit of senior officials of the Union of Arab Chambers, and we emphasize today because Tripoli has become a vital need at the Lebanese, Arab and international levels," Dabboussi said.

He further added "when we show our determination to get the support for our initiative, it is because we find in it distinctive historic opportunities, and also because we have a comprehensive national project that we want to invest in time and rapidly towards the achievement of the renaissance of Lebanon".

For her part, Al Hassan stressed the importance of holding the conference-exhibition on investment opportunities in Tripoli «because we have a central focus that is the comprehensive investment in Tripoli and North Lebanon". She further noted that "while we should not merely refer to the role of the main public facilities and their strategic importance, we ought to prepare feasibility studies related to the launch of major investment projects showing all the competitive advantages of Tripoli and present them to Lebanese, Arab and international businessmen and investors".

Akram Oweida stressed the full concurrence to host the



investment conference-exhibition event. "Tripoli has all elements of attraction of investment that is due to the overcrowding of public facilities and projects of all kinds in the capital Beirut," he said.

Albert Aoun noted that the aim of the conference-exhibition on investment opportunities in Tripoli is to provide an adequate environment for bilateral meetings to launch joint projects in all sectors. "This event is centered around the Chamber of Tripoli and North Lebanon, the Special Economic Zone, and Rashid Karami International Fair, as they are the key actors and partner of this event, which we want to be big in the size, and matching joint goals and non-traditional ambitions in terms of approach and organization".

He further explained that due to its field of specialization, the International Fairs & Promotions will handle the technical aspects of the event that will gather participants of specialized sectors, including senior officials from the public and private sectors and other Lebanese, Arab and international actors. "This will open the prospects for the establishment of major investment projects in Tripoli, and will provide the necessary formal sponsorship of the event by PM Saad Hariri in concurrence with the launch of a comprehensive program of the conference and exhibition," he concluded.

- SUPPORTING - LOCAL AGRICULTURE

Lebanon is blessed with its nutritive, fresh, seasonal and delicious products. These Lebanese products are packed with nutrients and vitamins and carry many health benefits. Some of them were cultivated and harvested thousand years ago, like olives and honey, while others were introduced more recently, such as avocados.

With the **olives** harvesting season now on, it is very important to remind Lebanese consumers on the irreplaceable attributes of the Extra Virgin Olive Oil from Lebanon. Make sure to know the source of origin of your oil from the Lebanese orchards. Choose your oil green, ripe, fruity, or pungent, based on your **taste** and use it widely on your favorite cuisine!

Apples are the most widely grown fruits in our beautiful Lebanese mountains. Lebanon traditionally produces Red Delicious, the Starking, and the sweet Golden Delicious varieties. It is also starting to produce delicious newer varieties such as the Gala and Granny Smith.

Honey in Lebanon is produced all year round depending on seasonality and the availability of diverse flowers and pastures. There are around 750 species of melliferous honey producing wild flowers in Lebanon, of which an important number of

medicinal varieties, greatly enriching the value and quality of Lebanese honey. Citrus honey, oak honey, or mountain flowers honey, choose your favourite and have one spoon a day to reinforce your immunity!

Avocado is grown in Lebanon from October to July, a great reason to buy delicious locally produced Fuerte, Reed, Hass, Lamb Hass, Pinkerton, Ettinger, or Bacon varieties!

Citrus fruits cultivation extends along the coastal strip up to 300 meters of altitude from the extreme South to the extreme North of the country. Lebanon's annual production of citrus is about 330,000 tons with an average of 22 tons per hectare. The production is mainly sweet orange followed by lemon, then mandarin and clementine, and lastly grapefruit and pomelo.

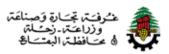
Freekeh is being rediscovered for its added nutritional value, and is labelled the 'new quinoa'.

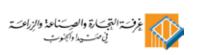
The Federation of Chambers of Commerce, Industry and Agriculture in Lebanon -FCCIAL and the USAID-funded Lebanon Industry Value Chain Development -LIVCD Project partnered to promote Lebanese agriculture products: 'Tabi3e 7ebb Baladi' which translates into 'Naturally, I love my country's products' is an opportunity to discover the health benefits of different products, and their various varieties grown in Lebanon. Producers and consumers are informed of the services available through the Chambers to improve the quality of products, including lab services, high end and training equipment, on agriculture practices. The campaign is hosted on the FCCIAL website www.cci-fed.org.lb and follows the Hashtag #men_baladi on Facebook and Instagram.



















UAC delegation to organize a conference and a forum for Arab investments in Tripoli

'Enhancing Arab investments in Tripoli and the neighbouring region' was the main topic of discussion during the visit of the delegation of the Union of Arab Chambers (UAC) to the Chamber of Tripoli and North Lebanon (CCIAT) on 9 October, 2018. The chairman of the Chamber, Toufic Dabboussi, received the delegation headed by its president Mohammad Abdo Saeed, accompanied by Dr. Khalid Hanafi, secretary general, and Shaheen Ali Shaheen, assistant secretary general, in the presence of Linda Sultan, CCIAT general manager.

In his welcoming speech, Dabboussi thanked UAC for its continuous follow-up of the Chamber's march towards the development modernization of the business community in Lebanon, especially that the Chamber is at the heart of the modern economy through a basket of projects including the Sustainable Development Building, the Knowledge Economy Center, and the Industrial Development and Research Alimentary Center (IDRAC).

"We are fully confident that we are doing exemplary work in Lebanon which could be generalized at various Lebanese. Arab and international levels," Dabboussi said, adding "we aim at positivity through all of our activities and projects and look forward to enhancing our expertise, capabilities, and knowledge in order to build communities where jobs are available for our young generations".

UAC delegation then toured the various projects of the Chamber and was briefed by the DG of the Incubator, Dr. Fawaz Hamdi, about the Chamber's incubator progress and its future aspirations, stressing that the incubator's expertise, capabilities and programs are at the disposal of the business community by strengthening its ties with the Union of Arab Chambers.

The delegation also visited the Quality Control Laboratory and listened to the explanations of the laboratory director, Dr. Khalid Al-Omari, who shed the light

on the unprecedented role of the Chamber in respecting specifications and applying food safety standards through the Industrial Development and Research Alimentary Center (IDRAC), which houses a basket of specialized centers, the first of its kind in Lebanon, such as the olive oil tasting center, honey collection center, and the fruits and vegetables drying center. The delegation was also briefed on other centers and projects hosted by the Chamber.

For his part, Mohammed Abdo Saeed praised the work of the Chamber through implementing multidisciplinary projects that makes it a pioneering the Arab business model community. "We are in agreement with chairman Dabboussi to convene a conference and a forum for Arab investments in Tripoli in a climate of partnership," he said, adding "we congratulate chairman Dabboussi for accomplishing projects that do not exist in any other Chamber, and we thank him for the unprecedented initiative that makes Tripoli, the economic capital of Lebanon".





Visit to the port of Tripoli

Dabboussi accompanied the UAC delegation in a field visit to the port of Tripoli to learn about the vital role of this economic artery in the development of the national economy. He stressed the important logistic steps taken by the port with regard to receiving the largest container ships, as well as major Lebanese, Arab and international shipping companies.

"A dream at one time has become a reality and will be fulfilled" he said, adding "Tripoli will be a platform for investment and for the reconstruction of Arab neighbouring countries," he concluded.







US Ambassador Richard impressed by CCIAT achievements

Elizabeth Richard, the US Ambassador to Lebanon visited on October 29, the Chamber of Tripoli and North Lebanon Chamber (CCIAT) and met with its Chairman Toufic Dabboussi in the presence of the Chamber's senior officials.

Ambassador Richard was accompanied by the economic attaché Reaz Mehdi and a delegation of the US Agency for International Development (USAID), including William Butterfield, Director of the Economic Growth Office, Charbel Hanna, Roland Indari and Nasser Lama, responsible of the Lebanese Productive Sector Development Project (LIVCD).

Daboussi briefed the US Ambassador on various development projects launched by the Chamber in the field of industrial development and food research: The Industrial Development and Research Alimentary Center (IDRAC) and its affiliated specialized centers established in partnership with the US Agency for International Development and LIVCD project such as the "Olive Oil Tasting Center", "Honey Collection Center" and "Fruits and Vegetables Drying Center".

The visit was an occasion during which the American delegation was briefed on other projects implemented in partnership with the Chamber, namely the Business Incubator-Biat, the Knowledge Economy Center, the Sustainable Development Building, as well as projects launched outside the Chamber's facility including the construction of a building for the Chamber and its laboratories in the Port of Tripoli, and the project «improvement and restoration of Ezzeldine Street in the city of Tripoli».

Daboussi had extensive explanations on feasibility studies related to major investment projects that will open up broad opportunities for the launch of international investment projects, including the expansion of the port of Tripoli towards the coastal strip extending from the port to Al-Abda area in Akkar, the "highway" that shortens the distance between Tripoli and Beirut to 40 minutes, as well as the opening of the President René Moawad Airport «Qolayat».

When asked about the specifications and differences in logistics services between the ports of Beirut and Tripoli, Dabboussi pointed out that the maritime range in the port of Tripoli is wider; in addition the lands in Tripoli's neighbouring







area are accessible while in Beirut lands are not available and prices are most expensive due to overcrowding.

Dabboussi also stressed that the Chamber of Tripoli and North Lebanon is in harmony with the provision of alternative energy derived from solar energy. As such, its project is now "ready to be implemented on an area of 40 thousand square meters on the roof of the exhibition hall at the Rashid Karami International Fair".

The US Ambassador and the accompanying delegation toured the Industrial Development and Alimentary Research Center (IDRAC) and the various centers that the Chamber is hosting, namely, the agro-food processing facility, where USAID invested \$266,000 to establish the food processing facility that classifies Lebanese extra virgin olive oil, tests and brands Lebanese honey, and freezes dries fruits for market.

Impressed by the achievements of the Chamber for improving Lebanese farmers' status, Ambassador Richard concluded her visit by praising the efforts of Chairman Dabboussi deriving from the Chamber's vision for continuing innovation and creativity in all sectors.







Louis Lahoud: to support farmers in cooperation with the chambers of commerce in Lebanon

As part of its follow-up to the situation of the agricultural sector and ways to develop and support its institutions, the director-general of the Ministry of Agriculture, Louis Lahoud visited the Chamber of Saida and South Lebanon on 8 October 2018 and met with agricultural engineers, farmers, and beekeepers in the presence of chairman Mohammed Saleh and members of the board of directors of the Chamber, representative of the South Farmers' Association and member of the Economic and Social Council Omran Fakhri, President of the Federation of Municipalities of Zahrani Coast Ali Matar.

Saleh referred to the status and support for the agricultural sector in south Lebanon and the development initiatives that were launched. He noted that the south region, like other agricultural areas in Lebanon, continues to be cultivated on traditional crops, such as fruit trees and vegetables, which are low in demand abroad. On the other hand, CCIAS supports programs aiming to produce high quality crops of economic value in the markets through building capacities of farmers such as agricultural courses for modern varieties of avocados, citrus, olives, etc., beekeeping, quality of honey, dairy products and pesticide residues in agricultural products. Agricultural cooperatives were also trained for the application of food safety standards in processing and for improving packaging techniques for their products.

He further added that to improve marketing of local products of the South, the Chamber has set up several agricultural exhibitions in its fair center and supported the organization of the Lebanese booth at the Fruit Logistica Fair for Fresh Vegetables and Fruits (Berlin, Germany) for eight consecutive years.

"Our objective is also to offer the necessary testing for agricultural food products through our specialized laboratories, to ensure the safety of products and adopt the required specifications for export," he said, adding "we look forward to equipping our laboratories with the necessary equipment for testing honey, olive and water and to assess agricultural pesticide residues to help farmers produce safe and exportable agricultural varieties".

He concluded by addressing Mr. Lahoud saying: «Our meeting today confirms the keenness of



Lahoud to follow up the affairs of agricultural sector in light of the old and emerging difficulties and problems facing this sector".

DG Louis Lahoud conveyed the greetings of Minister of Agriculture Ghazi Zeaiter to farmers and his concerns to provide maximum support to the agricultural sector, stressing the ministry's keenness to cooperate with the chambers of commerce in Lebanon. He added that the Ministry of Agriculture continues to support the agricultural and fishery sectors, explaining the measures taken by the Ministry for finding export markets for oil, olive oil and other agricultural products. He also focused on the support of farmers to reduce migration and help Lebanese people stay in their land, stressing that farmers should be a key partner in preserving forest and green areas. Lahoud also considered the agricultural sector to be the safe valve of the national economy.





Continuing Education Program Launching at the Chamber of Saida & South Lebanon

In the framework of developing technical and professional skills of workers in South Lebanon, the Chamber of Saida & South Lebanon (CCIAS) in cooperation with the Lebanese American University (LAU) launched the Center for Continuing Education during a ceremony held on 9 October 2018 at the Chamber's headquarters in Saida. The ceremony was attended by heads of municipal councils, banks, commercial establishments, institutions of the productive sectors, and in the presence of representatives of civil society organizations, and educational institutes.

In his welcoming speech, the chairman of the Chamber, Mohammed Saleh. praised the participants with alertness of regard to the need of continuing education to private institutions in order to expand and develop to meet the challenges that require the upgrade and development of skills of workers in small and medium enterprises, which represent more than 85% of businesses in Lebanon.

Saleh added that the continuation of initiatives aiming to ensure the development and stability of business enterprises in today's and economic social crisis provides a glimpse of hope for a better future at all levels. "The partnership between LAU and CCIAS will contribute effectively to the development of the local community at the educational and training levels as well as will promote it in accordance with the





cooperation agreement signed between the two parties where specialized educational training programs will be organized at the Chamber's headquarters in Saida to build the capacity of workers in business enterprises or develop new skills for those seeking new job opportunities, in addition to providing support to the trainees by saving the costs and time for commuting to the capital Beirut.

The Director of the Continuing Education Program at LAU Charbel Azar explained the importance of continuing education because it provides job opportunities and better life conditions for those who aim to develop their technical and professional skills.

Subsequently, George Obeid

presented the diversified technical, technological, managerial and professional skill trainings offered within the continuing education program. The expert on social media Omar Itani spoke about the importance of this method and its contribution to the achievement of many requests without any hardship. He also presented a definition of how to cooperate among all segments and develop the continuing education programs at LAU.

The ceremony concluded with a speech by Ms. Maya Al-Tal about the importance of vocational training and the development of individual skills.





Study tour in Italy for Bekaa table grapes producers

From 16 to 21 September 2018, a group of farmers from the Bekaa undertook a study tour on Table grapes production in Bari-Italy. This study tour was organized by the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture in Zahle and Bekaa, in the framework of the Private Sector Development program funded by the EU through Expertise France to support the value chains of table grapes and cherries in the Bekaa.

Several table grapes farmers were selected according to specific criteria from the different areas of Bekaa region (Ferzol, Niha, Kfarzabad, Zahle, Kfarmchki, Rayak, KabElias, and Terbol). Technical staff from the Chamber also participated in this study tour: Eng. Said Gedeon, Deputy General Manager, Eng. Fady Abou Fayad, head

The trainings and field visits covered different companies:

Nursery to learn about pruning techniques of fruit trees; Post-harvest warehouses; Packing warehouses; Producers of anti-hail nets, plastic film and accessories for vineyards; Producers of agricultural tools for pruning and vineyards.







of Agricultural Extension Department, and Eng. Aline Abou Naoum, Coordinator of table grapes value chain. The program included several visits under the supervision of the expert "Antonio Melillo" to introduce the participants to the new varieties, and to discuss the integrated management of diseases, pests and cultural practices.

The team visited different table grapes vineyards, met with farmers and learned about field techniques and agronomic practices.







World Food Day 2018

Our Actions are our Future: A #ZeroHunger world by 2030 is possible

The Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO) and the Ministry of Agriculture in Lebanon, in collaboration with the World Food Program (WFP) in Lebanon celebrated the World Food Day 2018, under the theme: 'Our Actions are our Future: A #Zero-Hunger world by 2030 is possible'. The ceremony took place on 16 October at the Coral Beach Hotel in Beirut under the patronage of H.E. Minister of Agriculture, Mr. Ghazi Zeaiter.

The official ceremony included speeches by the Minister of Agriculture, MP Ghazi Zeaiter, the Director General of the Ministry, Louis Lahoud, the FAO representative in Lebanon, Dr. Maurice Saade, and the WFP representative in Lebanon, Abdallah Al Wardat.

Following the ceremony, a panel discussion on Lebanese youth and potential opportunities in the agriculture sector was held. Some sixty five final year university students specializing in agriculture, as well as final year agriculture Baccalaureate Technique (BT) students attended the discussion and had the opportunity to engage in a Q&A session with the panel members. The members included profile experts in agriculture and

economic fields: former Minister of Finance. Demianos Kattar. agriculture development and expert and former Minister of State for Parliament Affairs, Wafaa Dikah Hamze, Vice President and Treasurer of the Chamber of Beirut and Mount Lebanon, Dr. Nabil Fahed - representing the Chairman of the Federation of Chambers in Lebanon, Mohamed Choucair, and finally Mounir Bsat representing the President of the Syndicate of Lebanese Food Industries, Ahmad .Renowned Lebanese economic journalist, Jessy Trad. moderated the panel discussion. Participants included also a number of high officials, representatives of embassies, UN agencies, and civil society organizations, in addition to university deans and the media. The panel discussion was followed





by two interactive exhibitions; the first included infographic displays highlighting the importance of reducing food waste, where Lebanese apples - known for their abundance in the country - were distributed along with a six recipe home cookbook titled 'Cooking with Apples' to encourage the use of left-over apple as an ingredient in savory dishes, and therefore contribute to the decrease of apple waste.

The second exhibition featured FAO's project 'Upgrading the Technical Agriculture Education System in Lebanon', a five year project funded by the Kingdom of the Netherlands, and implemented in collaboration with AVSI, ILO, and UNICEF. This project aims to upgrade the seven technical agriculture schools in Lebanon, while offering enrollment opportunities to young Syrian and









Lebanese students. This will allow young Lebanese graduates to have a better chance in accessing the job market, and will provide young displaced Syrians in Lebanon the necessary technical qualifications and official diplomas to be able to contribute to the post-conflict reconstruction of their country. The exhibition featured 19-year Lebanese student and beneficiary, Hadi Hamza, who started producing honey in his second



technical school year, and is now selling his produce in towns nearby his village in South Lebanon. Hadi distributed samples of his honey to the attendees, while other students demonstrated their work on vertical gardens. The project's booth also included a photo exhibition with pictures dated in the 1960s of agriculture students attending the technical agriculture schools, and are now prominent figures in the agriculture sector in Lebanon and worldwide.

The Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO) celebrates World Food Day on 16 October of each year, the day on which the Organization was founded in 1945. This day is celebrated by more than 150 countries worldwide.

Background

The Food and Agriculture Organization of the United Nations-FAO is leading international efforts in the fight against hunger. Serving both developed and developing countries, FAO acts as a neutral forum where all nations meet as equals to negotiate agreements and debate policy. FAO is also source of knowledge and information. It helps developing countries countries and transition to modernize and improve agriculture, forestry and fisheries practices and guarantees good nutrition for all. FAO strategy in Lebanon is aligned with FAO strategy worldwide to provide the necessary support within the scope of work of the organization to developing countries to help in the poverty alleviation process. Lebanon was among the first countries to benefit from a FAO Country Office to strengthen the Organization's programmes on the ground. Established in 1977, the office has sought to promote harmonious and sustainable development of the agricultural sector along with the national agricultural policy and in consultation with related ministerial departments.



WORKING TOWARD THE COMMON INTEREST

FCCIAL's aim is to build an increasingly dynamic and globally competitive Lebanese economy and to promote the common interest of the four regional Chambers vis-à-vis the Lebanese Goverment and other national and international institutions by being:

- The main economic lobbying group in Lebanon
- A versatile service provider
- The Key interlocutor with external parties on economic issues, specifically those connected to commerce, industry and agriculture









Lebanon in Figures

Key economic indicators prepared by the Center of Economic Research show the following results:

- **GDP:** The economic growth rate achieved 2.5 % in 2017, according to IMF estimates, and GDP at current prices was estimated at USD 53.1 billion, compared with a growth rate of 1.9% and total output of USD 51.8 billion in 2016.
- Consumer Price Index: Based on the Central Administration of Statistics, CPI have increased by 3.18 % in August 2018 compared to December 2017; while the figure computed by the "Consulting and Research Institute" for the same period was 5.27 %.
- Balance of Payments: In August 2018, the Deficit of the balance of payments reached USD 1.14 billion compared to a deficit of USD 0.65 billion in August 2017.
- Trade Balance: The trade deficit amounted to USD 11.73 billion till August 2018, compared to USD 11.20 billion in August 2017. Exports increased by 4.73 %, while imports increased also by 4.73%. This led to 4.73 % of increase of the trade balance deficit.
- **Public Finance:** In April 2018, public expenditures increased by 26.5 % compared to April 2017, while revenues increased by 3.5%. Hence, the budget deficit increased by 127.4 %. Primary deficit reached USD 0.37 billion in April 2018, from a surplus that reached USD 0.62 billion in April 2017. This was caused by the increase of total public revenues by 3.5%, while the debt's service rose by 5.6 % in addition to the increase of total public expenditures by 26.5 %.

Total Primary Deficit/Surplus = Total Budget Revenues – (Total Budget Expenditures – Debt Service – Foreign debt principal repayments)

- -0.37 \$ billion = 3.81 \$ billion (5.72 \$ billion 1.50 \$ billion 0.04 \$ billion)
- Public Debt: Public debt increased 6.2 % over one year, from USD 76.92 billion in April 2017 to USD 81.72 billion In April 2018.

in billion US\$

Ref.	Indicator	2012	2013	2014	2015	2016	2017
10	Growth	2.80%	3.00%	4.80%	1.90%	1.90%	2.50%
12	GDP (in current prices)	44.10	47.20	50.00	50.90	51.80	53.09
		Aug.2017	Aug.2018	2014	2015	2016	2017
20.1	CPI - CAS	1.56%	3.18%	-0.71%	-3.40%	3.14%	5.01%
20.2	CPI - CRI	1.05%	5.27%	-1.66%	1.37%	-0.50%	2.36%
21	M1	6.91	7.45	5.50	6.00	6.73	7.07
22	M2	55.50	53.19	48.67	52.15	54.66	52.46
23	M3	139.14	140.98	117.64	123.62	132.75	138.34
24	M4	146.39	148.32	124.55	130.92	139.91	145.46
26	Banks Assets	209.31	238.37	175.64	186	204.24	219.78
27	Banks Deposits - Private Sector	168.78	172.00	147.63	151.53	162.44	168.61
28	Banks Loans - Private Sector	52.25	52.2	45.36	48.04	51.02	54.16
30	Balance of Payment	-0.65	-1.14	-1.41	-3.35	1.24	-0.16
31	Current Account	-7.75	•	-11.67	-8.12	-9.86	-12.4
32	Balance of Trade	-11.20	-11.73	-17.18	-15.12	-15.73	-16.74
33	Imports	13.10	13.72	20.49	18.07	18.71	19.58
34	Exports	1.90	1.99	3.31	2.95	2.98	2.84
		2012	2013	2014	2015	2016*	2017*
40	Unemployment Rate (Est.)	-	-	-	-	20%	20%
41	Employment Rate (Est.)	-	•		-	47.60%	47.60%
42	Population (Est.)	-	-	-	-	4.28 Mn	4.33 Mn
43	Population 15 - 64 y.(Est.)	-	•		-	2.91 Mn	2.94 Mn
		Apr.2017	Apr.2018	2014	2015	2016	2017
51	State Budget Deficit	-0.84	-1.91	-3.07	-3.95	-4.94	-3.75
52	Budget Revenues	3.68	3.81	10.88	9.58	9.92	11.62
53	Budget Expenditures	4.52	5.72	13.95	13.53	14.86	15.37
54	Public Debt	76.92	81.72	66.57	70.31	74.86	79.5
55	Debt Service	1.42	1.50	4.19	4.46	4.76	4.98
56	Total Primary	0.62	-0.36	1.31	0.72	0.02	1.42

^{*} Estimates ** Till September 2017

Sources: BDL (21,22,23,24,26,27,28,30,31,54), CAS (11,12,20,40,41,42,43); Customs (32,33,34); IMF (10, 12); Ministry of Finance (51,52,53,55,56)

M1=Currency in Circulation+Sight Deposits in LBP; M2=M1+Other Deposits in LBP

M3=M2+Deposits in Foreign Currencies+Other Financial Liabilities; M4=M3+Treasury Bills held by Non-Banking System



المركز اللبناني للتدريب

يقدم المركز اللبناني للتدريب دورات تدريبية متخصصة للتنفيذيين في مؤسسات الاعمال عبر مدربين وخبراء من ذوى الإختصاص والكفاءة. كما يوفر المركز خدمة تأجير قاعات التدريب المجهزة بأحدث التقنيات للمؤسسات الراغَّية في تنظيم إجتماعاتها أو دوراتها التدريبية لدى المركز.

Lebanese Training Center

The Lebanese Training Center (LTC) offers specialized training programs to business executives through recognized trainers and experts. LTC also provides space rental and accommodation services in its modern and fully equipped premises for meeting and training purposes.













1	Suretyship, independent letter of guarantee and stand by letter of credit	November 6, 7 & 8 , 2018
	Negotiation & Communication Skills	November 9 &10,2018
	HR 3D	November 15,2018
	Sales Team Coaching	November 28, 2018
	Sales Development Program	November 26, 27 & 28, 2018
1-6	Professional English Business Writing & Communication Skills	16 hours over November & December 2018 (twice a week)

For more information/registration:

01-353190 Call Center 1314 Ext 15 or email: Itc @ccib.org.lb www.ltc.org.lb













حيثما ترون نزاعاً، نرى إتفاقاً

المركز اللبناني للتحكيم والوساطة هو أول مركز من نوعه في لبنان يعنى بفض نزاعات التجارة والنقل والعقود المالية والإنشائية والمقاولات، محلّياً ودولياً، إمّا عن طريق الوساطة عبر وسطاء متخصّصين وإمّا عبر التحكيم تحت إشراف المجلس الأعلى للتحكيم. يعمل المركز منذ إنطلاقته في العام ١٩٩٥ بإستقلالية وسرية تامة وشفافية مطلقة وينظر في النزاعات المعروضة عليه نخبة من أصحاب الإختصاصات المهنية والقانونية اللبنانيين والدوليين.

For every dispute we find an alternative resolution

The Lebanese Arbitration and Mediation Center (LAMC) is the leading reference for settling local and international disputes related to trade, transport, finance, construction and contracting, either through mediation via specialized mediators or through arbitration under the supervision of the Supreme Court of Arbitration.

LAMC has been operating since 1995 in an independent, confidential and transparent manner, under the supervision of renown Lebanese and international jurists.



المركــز اللبنــاني للتحـكيــم والوســاطــة LEBANESE ARBITRATION & MEDIATION CENTER





EXHIBITIONS

CLEANZONE MIDDLE EAST 2018

Industry: Cleaning and Contamination

Control Technologies

Location: Dubai - United Arab of Emir-

ates

Venue: Conrad Hotel

Date: 11 - 12 November 2018

Phone: 00905314063839

00972599603999

Email: info@alkaramco.com
Website: www.cleanzoneme.com

FIDAK

Industry: Economic, Cultural and Tour-

istic

Location: Senegal

Venue: Foire Internationale de Dakar

Date: 29 November - 16 December

2018

Phone: 00221338599602/03/08

Fax: 00221338599618

Email: dmv@cicesfidak.com

Website: www.cicesfidak.com

FOOD SHOW

Industry: Food and Drinks

Location: Belarus

Date: 01 - 02 December 2018

Phone: +00375172372050

+00375172933302 +00375296517051 +00375296717134

Email: expoby@gmail.com/ spinaok@

tut.by

Website: www.exposystems.by

THE 4TH CAIRO WOODSHOW APEX BAKE TEC AFRICA EXHIBITION

Industry: Hardwood / Softwood / Wood-

work Machinery

Location: Egypt

Venue: Cairo International Convention

and Exhibition Center

Date: 02 – 05 December 2018 **Phone:** 01110680111 / 01019114887 IPHEB- THE INTERNATIONAL EXHIBITION ON PHARMACEUTICALS, ENGINEERING AND BIOTECHNOLOGY

Industry: Pharmaceutical

Location: Russia

Date: 03 – 07 December 2018

 Phone:
 0096264616161

 Fax:
 0096264618800

 Email:
 sabina@orange.jo

marketing@regmed.biz

Website: www.mirdststva-expo.ru/en

PROTECTION, SYSTEM CONTROL AND SECURITY

Industry: Security
Location: Iraq

Date: 04 – 06 December 2018

Phone: 009647708885609 009647905984770

003047303304770

Email: info@bg-ig.net / marketing@bg-ig.net / exb.1997@yahoo.com

BAKUTEL

Industry: Telecommunication

Location: Azerbaijan

Date: 04 – 07 December 2018 **Phone:** 009941244747747 **Email:** office@ceo.az

FOODPANORAMA AND OINOYEUSEIS 2018

Industry: Hala Food Location: Cyprus

Venue: Pavillion Hall Nicisoia **Date:** 08 – 09 December 2018

Phone: 00302310535333

Email: info@foodpanoramaexpo.com

exports@greekexports.org

Website: www.foodpanoramaexpo.com

APEX CAIRO

Industry: Printing and Packaging

Location: Egypt

Venue: Cairo International Convention

and Exhibition Center

Date: 08 – 10 December 2018 **Phone:** 0020237612758 / 33357494

Fax: 0020237617898

FOOD AFRICA 2018 EXHIBITION

Industry: Food
Location: Egypt

Venue: Cairo International Convention

and Exhibition Center

Date: 08 – 10 December 2018

Phone: 0020225283101 **Fax:** 0020225283105

INTRA AFRICA TRADE FAIR

Industry: Global Location: Egypt

Venue: Egypt International Trade Cen-

ter

 Date:
 11 - 17 December 2018

 Phone:
 0020224564100/1/2/3/4

 Email:
 info@afreximbank.com

Website: www.intrafricantradefair.com

AUTOTECH EXHIBITION

Industry: Automobile Afterservice

Location: Egypt

Venue: Cairo International Convention

and Exhibition Center

Date: 14 – 16 December 2018 **Phone:** 0020222732237/ 27538401 **Fax:** 0020222732055/ 27538323

NEW YEAR'S FAIR

Industry: Souvenirs and Gifts

Location: Belarus

Date: 14 – 16 December 2018

Phone: 00375173346758

Email: mebel@belexpo.by

Website: www.belexpo.by

THE SHANGHAI INTERNATIONAL HOBBY-CRAFT EXPO

Industry: Handcraft and Hobby Craft

Location: China

Date: December 2018

Phone: 002162942403/13901828266

Fax: 00216293772

Email: yangcnsh@yesby.me

TASDIER





Portal for International Export Requirements









TASDIER helps exporters to know more about market requirements'



Visit TASDIER
portal to get updated
about the latest
market norms and
standards and technical
requirements for export.









CONFERENCES

MENA BANKING AND FINANCE WEEK IN

12 - 16 November 2018

Venue: Intercontinental Phoenicia Hotel

6TH OIC HALAL EXPO & WORLD HALAL

Uab-conferences@uabonline.org

Food & Beverages, Cosmetics &

Phone: 009611377800/364881/5/7

009611364952/5

BUSINESS OPPORTUNITIES

ARABEX

Activity: Cheese, Jam & Pickles /Looking for

importers

Location: Egypt

00201098334067 Phone:

rana.samaha@arabexegy.com

Website: www.arabexegy.com

Sama Herbs

Activity: Organic Agricultural Products /Look-

ing for importers

Location: Egypt 00201148691077 Phone:

Email: info@samaherbs.com Website: www.samaherbs.com

EGINTEX CO.

Activity: Organic Agricultural Products /Look-

ing for importers Location: Egypt

002034868152 / 4847709 / 4854672 Phone:

002034865728 Fax: Email: info@egintex.com Website: www.egintex.com

GHANDOUR GROUP

Activity: Food and Paint Cans / Looking for

importers Location: Egypt

Phone: 0020663776301 / 2 Fax: 0020663776303

ghandour@ghandourbros.com Email: Website: www.ghandourbros.com

ZAHIT ALUMINUM

Activity: Aluminum / Looking for importers

Location: Turkey

Phone: 0090322394 35 02 00903223943048 Fax:

zahit@zahit.com.tr / akpekkendir@ Email:

yahoo.com / ali.kemal@zahit.com.tr Website: http://en.zahit.com.tr/

STEFASERGON

Activity: Concrete Batching Plants/ Looking

for importers Location: Greece

00302310755318 Phone: 00302310755318 Fax: Email: stefas.ergon@gmail.com Website: www.stefasergon.gr

FARMEX AR

Activity: Dermatological and Cosmetic Prod-

Directeur responsable: Rabih Sabra

Coordinateurs: Irene Habib Ballouz,

Maquette: Rita Roukoz Nehmé

Rédacteur: Marilyne Jallad.

Conseiller économique: Roger Khayat

ucts/ Looking for importers Location: Greece

00302105199200 Phone: 00302105144279 Fax: Email: info@pharmex.gr Website: www.pharmex.gr

Roula Itani Younes,

KYANA PROFESSIONAL HAIR PRODUCTS

Activity: Hair Products/ Looking for importers

Location: Greece

Phone: 00302310870160

Email: export@kyana.gr / store@kyana.gr

Website: www.kyana.gr

LARIPLAST S.A.

Activity: Disposable Plastics/ Looking for im-

porters

Location: Greece

Phone: 00302410661185 Fax: 00302410661186 Email: export@lariplast.gr Website: www.lariplast.gr

GRÉMOUND HUNGARY KFT.

Activity: Construction / Looking for importers

Location: Hungary

Phone: Mr. Miklós Kopka, International Direc-

tor, +36 30 540 5106

Email: miklos.kopka@gremound.com

Website: www.gremound.com

GANZ KK KFT.

Activity: Industrial Rotary Switches, Electric Power Generators / Looking for importers

Location: Hungary

Phone: Mr. Imre Molnár, +36-1-505-4752 molnar.imre@ganzkk.hu

Website: http://www.ganzkk.hu/angol/dil_vez. htm and http://www.ganzkk.hu/angol/kk_vez.htm

AZ-GRANATA

Activity: Beverages/ Looking for importers

Location: Azerbaijan **Phone:** 00994125642121 Email: info@azgranata.az fismayilov@ azgranata.az

Website: www. azgranata.az

MARS FK

Activity: Pomegranate/ Looking for importers

Location: Azerbaijan Phone: 00994202550042 info@pomegranate.com.az Email: Agalarova.F@gmail.com Website: www. Pomegranate.com.az

VIJAY INDUSTRIES

Activity: Natural Henna & Hair Dye/ Looking for

importers Location: India

Phone: 00919928321391 vijayindustries@gmail.com

Immeuble CCIA-BML,

Rue 1 Justinien, Sanayeh

PO Box 11 1801 Beyrouth, Liban

econews@ccib.org.lb Hotline: 1314 ext: 14

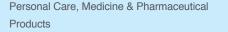
T: 961 1 353 390 ext: 14

ECONEWS est disponible sur: www.ccib.org.lb









Date:

BEIRUT

Date:

Fax:

Email:

SUMMIT

Scope:

Scope: Banking

Location: Lebanon

29 November - 02 December 2018

Location: Turkey

Phone: 00905548349853

Nicole keskek@discoverevents.com.tr. Fmail:

THE 3RD UNWTO/UNESCO WORLD CON-**FERENCE ON TOURISM AND CULTURE**

Scope: Tourism and Culture 03 - 05 December 2018 Date:

Location: Turkey

Phone: 0034915678100 (ext. 290)

Fax: 0034915713733

Email: rdeu@unwto.org / ecsr@unwto.org

Website: www.tourismandculture.org

SHARM EL SHEIKH VII: WORLD'S SOLE INTERNATIONAL BIENNIAL CONFERENCE ON THE ROLE OF STATE COURTS IN INTER-NATIONAL ARBITRATION

Scope: International Arbitration Date: 09 - 10 December 2018 Location: Sharm El Sheikh - Egypt Phone: 0020227351333/5/7 0020227351336 Fax: Email: info@crcica.org

Website: www.crcica.org

SANAYEH HEADQUARTER

T: 01-353190 | information@ccib.org.lb

SIN EL FIL BRANCH

T: 01-498062 | sinelfil@ccib.org.lb

JOUNIEH BRANCH

T: 09-838700 | Jounieh@ccib.org.lb

BAAKLINE BRANCH

T: 05-303038 | baakline@ccib.org.lb



www.ccib.org.lb











